

LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
 LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
 LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
 LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
 LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
 LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
 LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
 LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
 LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933

B I L A N

BULLETIN THÉORIQUE MENSUEL DE
 LA FRACTION DE GAUCHE DU P. C.

18

———— SOMMAIRE ————

1^{er} MAI 1935

PROJET DE RESOLUTION SUR LES PROBLE-
 MES D'ORGANISATION. ALPHONSE.

PARTI — ETAT — INTERNATIONALE : L'ETAT
 PROLETARIEN (Chapitre VII).

PROBLEMES DE LA MONNAIE. MITCHELL.

PROBLEME DE LA JEUNESSE (fin).
 HILDEN.

Avril - Mai 1935

Prix : 2 francs

Rédaction-Administration : G. DAVOUST, 26, rue des Plantes, Paris (14^e)
 Compte chèques postaux : Davoust Paris 851.91

B I L A N

Bulletin théorique mensuel de la
Fraction de Gauche du P. C. I

**A bas toutes les patries :
la fasciste, la démocratique, la soviétique !**

**Vive la lutte du prolétariat mondial
pour la révolution dans tous les pays !**

PREMIER MAI 1935

Cette journée devrait être une vérification des forces du prolétariat mondial qui, sous les drapeaux rouges de la révolution, commémore le martyr des héros de Chicago qui, dans les manifestations de tous les pays, revendique son droit à la vie et proclame sa volonté de poursuivre la lutte pour briser les chaînes du servage capitaliste et fonder la nouvelle société communiste. Cette journée du 1er mai 1935 — là où elle n'a pas été arrachée du calendrier ouvrier par des massacres de militants prolétaires —, dans ces pays où elle peut connaître des manifestations de masses, ne rassemble plus des foules qui font de leur rencontre dans les rues et sur les places une occasion pour retrouver conscience de leur force, mais rassemble au contraire des masses d'exploités éreintées par de cuisantes défaites qui ont tué en elles la force, la confiance dans l'avenir de leur classe et qui sont devenues incapables, non seulement de combattre contre l'ennemi, mais aussi d'arracher à celui-ci les drapeaux rouges dont il veut se servir pour parer son régime de fange et de sang, pour proclamer aux esclaves que le prix qu'ils doivent payer pour avoir perdu, avec l'Internationale Communiste, l'organe de leur délivrance du joug capitaliste, consiste dans la signification de leur exploitation, dans le salut à la patrie, puisque pour sortir de l'étau de la faim, du chômage, de la crise, ce n'est plus le capitalisme de tous les pays qui devra être détruit, mais d'autres patries ennemies, ce sont les vies de millions d'autres exploités qui devront être étranglées. La condamnation à l'esclavage ne résulterait plus des bases sociales du régime capitaliste, mais de la répartition injuste du monde entre les brigands, de la concurrence que se feraient les ouvriers des différents pays, de la nécessité de défendre ou de modifier l'assiette actuelle des différents Etats capitalistes et les rapports entre eux.

L'économie capitaliste détermine la condition élémentaire pour faire des masses de travailleurs l'armée des prolétaires qui combattent pour la révolution communiste : la nature collective et socialiste de l'instrument de production dans les installations gigantesques des usines actuelles pousse l'ouvrier à reconnaître dans sa fonction sociale, le fondement de la nouvelle économie communiste. Mais la bourgeoisie construit l'appareil de sa domination pour briser le chemin qui peut conduire les ouvriers à accoupler leurs revendications révolutionnaires avec la progression incessante de la technique de production. Dans les pays où, dans l'im-

médiat après-guerre, à cause du bouleversement plus violent du mécanisme économique et politique ennemi au cours de la boucherie de 1914-1918, le capitalisme n'avait d'autre issue que celle de l'institution d'un régime d'oppression fasciste dans lequel la moindre revendication de classe des ouvriers expose à des dizaines d'années de prison et le geste d'une revendication révolutionnaire coûte la vie aux prolétaires. En d'autres pays, qui purent offrir, à cause de la victoire militaire et de la possession d'empires coloniaux, une certaine résistance au choc de la guerre mondiale, et où l'effort libérateur du prolétariat put être immédiatement corrompu par les effets de la reprise économique provisoire, dans ces pays, ceux qui s'acquittent de la même fonction que le fascisme accomplit en Italie, en Allemagne, ce sont les agents de l'ennemi au sein de la classe ouvrière : les socialistes et les centristes qui appellent les masses à manifester en ce 1er mai, non pas au nom des revendications de classe des ouvriers, mais au nom des mêmes objectifs qui serviront demain aux capitalistes respectifs pour déclencher la guerre. Mettre l'enseigne de la « paix » aux manifestations du 1er mai, c'est proclamer que l'on garantit à la bourgeoisie de maintenir « dans la paix » la suprématie conquise au travers du Traité de Versailles. Mussolini et Hitler affirment, eux aussi, leur volonté de « paix », à la condition que sans la guerre on puisse arriver à une modification de la répartition du monde. Et l'une à l'autre s'opposent inévitablement : la conception de la « paix » qui s'intitule démocratique à l'autre fasciste, et dans l'étau de ces tenailles le prolétariat se trouve déjà entraîné dans les deux girons qui le conduiront à jeter des millions de ses vies pour le sauvetage du régime capitaliste mondial.

PROLETAIRES !

Le capitalisme est poussière sans l'Etat, organisme de sa défense et de l'oppression sur le prolétariat. Les masses immenses des ouvriers de tous les pays sont poussière sans le parti, organisme de leur lutte, de leur victoire révolutionnaire. Le prolétariat construit son parti non au feu de dissertations d'intellectuels à la recherche de la pierre philosophale, non au travers des intentions de l'une ou de l'autre personnalité, de l'un ou de l'autre groupe qui prétend se réclamer de la classe ouvrière. Le prolétariat apparaît comme une force capable de révolutionner le monde lorsque les circonstances historiques et les contradictions du régime capitaliste ont écartelé la machine étatique de la bourgeoisie et alors les masses des ouvriers sont jetées dans les événements pour asséner au régime ennemi le coup définitif qui détruira son mécanisme et ouvrira la phase transitoire de la dictature prolétarienne en vue de la destruction des classes. Mais, dans ces circonstances historiques, le prolétariat ne peut atteindre sa finalité s'il ne trouve pas à sa tête un parti qu'avaient préparé de longue date de pénibles et de longues luttes théoriques et politiques. Ce parti ne germera qu'à la condition que toutes ses luttes aient suivi le chemin naturel de l'évolution historique qui ne portera jamais les forces socialistes qui trahirent en 1914 à redevenir les forces de la révolution, qui ne portera jamais les forces centristes qui portèrent aux défaites du prolétariat mondial dans tous les pays du monde, à devenir des forces capables de s'opposer à la chute des situations actuelles vers la guerre. La Deuxième Internationale fut un cadavre puant en 1914, non à cause de circonstances fortuites ou d'erreurs d'individus, mais sa putréfaction fut le produit historique de toute une évolution se prolongeant pendant deux décades et contre laquelle l'on pouvait combattre valablement seulement en armant le prolétariat de nouvelles conceptions théoriques, de nouveaux instruments de la lutte prolétarienne et révolutionnaire. Ce ne sont pas les hasards ou la perversion de Staline qui ont transformé la IIIe Internationale en un cadavre, mais ce sont les défaites terribles du prolétariat dans tous les

pays qui ont fécondé la situation actuelle dans laquelle l'Etat russe épouse la cause du capitalisme, de l'un ou de l'autre Etat, alors que les ouvriers de tous les pays sont écrasés.

Aujourd'hui encore, l'on prépare le parti de la révolution de demain au travers d'une œuvre d'investigation théorique et politique qui permettra au prolétariat de conquérir les armes nouvelles pour le triomphe de la révolution qui résultera seulement du bouleversement du mécanisme politique actuel du capitalisme dont les piliers sont : fascisme, démocratie, socialisme, centrisme ; Etat fasciste, démocratique, soviétiste. Dans l'après-guerre, les tempêtes révolutionnaires éclatèrent avec une acuité différente dans tous les pays, mais elles se conclurent par la victoire ouvrière en Russie seulement où, sur la base de la défaite de 1905, au travers d'un travail de fraction, les bolchéviks avaient édifié les cadres de la révolution communiste. On prépare aujourd'hui la victoire révolutionnaire de demain au travers d'un processus analogue qui, prenant pour matériaux les défaites de l'après-guerre, construit l'arsenal pour la nouvelle lutte révolutionnaire. Les individualités et les groupes qui ne suivent pas les traces du chemin parcouru par les bolchéviks entre 1905 et 1917, travaillent non pour la victoire révolutionnaire de demain, mais pour mettre les nouvelles batailles prolétariennes dans l'impossibilité d'arriver à leur conclusion : détruire dans le capitalisme l'origine de l'exploitation de l'homme par l'homme : fonder les bases pour la société communiste.

PROLETAIRES !

Le capitalisme, minorité infime de l'humanité, ne peut exister, ne peut vaincre le prolétariat par les seuls instruments d'une cruelle répression qu'il peut abattre sur les masses. Les victoires capitalistes de l'immédiat après-guerre, bien que terribles, n'avaient pas une portée définitive et irrémédiable. Le prolétariat aurait pu redresser sa force et porter, malgré tout, le triomphe que la classe ouvrière mondiale avait obtenu en Russie en 1917, à sa conclusion : la victoire internationale. Mais ses défaites ont engendré la politique qui, loin de maintenir l'opposition de classe entre l'Etat prolétarien et le capitalisme mondial, loin de mettre l'Etat russe au service de la révolution mondiale, ont conduit progressivement, d'abord à la renonciation de la lutte, ensuite à l'accord entre l'Etat prolétarien et le capitalisme de tous les pays, personnifié par l'un ou l'autre Etat bourgeois.

A la théorie de la « cohabitation pacifique des deux régimes », le capitalisme mondial a fait chorus en saluant dans l'Etat russe, l'instrument le plus formidable pour l'œuvre de destruction du prolétariat international. Le poignard fasciste pouvait obtenir une victoire provisoire, l'œuvre de corrosion intérieure qui pouvait développer l'Etat russe dans les armées prolétariennes devait avoir, pour la classe ouvrière mondiale, le même résultat qu'eut l'œuvre réformiste dans la Deuxième Internationale : la Troisième Internationale est aujourd'hui putréfiée ; l'Etat russe est aujourd'hui une maille de la chaîne qui nous conduira à la guerre.

PROLETAIRES !

En janvier 1933 tombait — ensemble avec le prolétariat allemand — l'I. C. et, à partir de ce moment, le centrisme ramassait les fruits d'une politique qui, rendue possible par l'expulsion de l'aile marxiste des P. C., devait conduire à la course aux succès économiques, politiques et militaires en U.R.S.S., alors que l'offensive du capitalisme de tous les pays se poursuivait ininterrompue et meurtrière. L'incorporation de l'Etat russe dans le système capitaliste mondial s'est confirmée par l'entrée dans la Société des Nations, dans cet organisme que l'I. C., à l'époque de sa fondation, qualifiait de « Société de Brigands ».

Cette dernière année, un nouveau pas décisif a été accompli vers la préparation à la guerre. La Conférence dite du désarmement ne pouvait plus suffire aux

besoins du capitalisme mondial dont elle exprimait la volonté de maintenir la suprématie des Etats vainqueurs alors que les conditions politiques ne permettaient pas encore aux Etats vaincus en 1918 de procéder à un simple programme de réarmement. La destruction du prolétariat international s'étant accomplie par la défaite du prolétariat allemand, les nouveaux rapports entre les Etats capitalistes ont progressé de la notion de convention internationale à celle des traités d'assistance mutuelle. Et aujourd'hui, celui qui revendique en premier lieu ce type de traité est justement l'Etat prolétarien. La vision de l'inévitabilité de la guerre conduit directement vers la recherche des meilleures alliances pour pouvoir faire face demain à la boucherie. Le théorie nationaliste et réactionnaire qui, se basant sur la maxime de Bismarck, affirme comme seule garantie de la « paix » celle de la crainte imposée à l'ennemi qui voudrait faire la guerre, cette théorie politique anime les différents pays : de l'Italie, qui considère comme nulle toutes les conventions et passe déjà à la mobilisation ; de l'Allemagne, qui reconstruit l'armée pour défendre son territoire ; de la France, qui préconise les traités bilatéraux pour renforcer sa suprématie ; de la Russie soviétique, qui s'impatiente des hésitations françaises à signer un pacte contenant des engagements militaires précis.

Le prolétariat international, qui était la proie de toutes les combinaisons qui se déroulaient à la Conférence dite du désarmement, est aujourd'hui la victime de toutes les combinaisons qui se construisent entre les différents Etats capitalistes, avec lesquels marche l'Etat soviétique en une solidarité que la révolution seule pourra briser.

PROLETAIRES !

Les appels pour les manifestations du 1er mai vous viennent donc de forces qui agissent directement au service de l'ennemi. Pour faire de ces rassemblements un moment de la lutte pour la révolution, il faudrait arracher aux socialistes et centristes les drapeaux rouges qu'ils ont usurpés au prolétariat et qu'ils détournent désormais dans l'intérêt du capitalisme mondial. Il faudrait pouvoir bouleverser le rapport des forces existant entre les classes, briser le mécanisme de domination du capitalisme où figurent — comme pivots essentiels — la social-démocratie et le centrisme : les équivalents politiques du fascisme dans ces pays. Cette destruction de l'assiette politique actuelle ne peut résulter que de la reconstruction du parti de classe du prolétariat, de l'Internationale de la Révolution. Et ces organismes ne peuvent être fécondés que sur le terrain de la lutte des classes. Vous opposerez aux déformations de manifestations pour « la paix », votre volonté de vous battre : en Allemagne comme en France, en Angleterre comme en U.R.S.S., en Italie comme au Japon, dans tous les pays du monde pour vos revendications de classe, sur la base de vos institutions unitaires et de classe, au travers des instruments de classe de votre lutte. La « paix », aujourd'hui comme hier et comme demain, est la prémice de la guerre impérialiste ; seule la lutte de classe peut bouleverser les bases du régime capitaliste et conduire à la victoire de la révolution.

VIVE LE PREMIER MAI DU PROLETARIAT QUI VEUT FAIRE DES MARTYRS DE CHICAGO L'ETENDARD DE LA LUTTE DES CLASSES POUR LA LIBERATION DU PROLETARIAT DE TOUS LES PAYS !

A BAS SOCIALISTES ET CENTRISTES QUI VEULENT FAIRE DU 1er MAI UNE OCCASION DE MOBILISATION DU PROLETARIAT POUR LA GUERRE !

A BAS TOUTES LES PATRIES : LA FASCISTE, LA DEMOCRATIQUE, LA SOVIETIQUE !

VIVE LA LUTTE DU PROLETARIAT MONDIAL POUR LA REVOLUTION DANS TOUS LES PAYS !

Projet de résolution sur les problèmes d'organisation

présenté par le camarade Alphonse

1. — CELLULES ou SECTIONS

Particulièrement dans la période dénommée la « bolchévisation », les problèmes d'organisation furent l'objet de vives polémiques entre les différentes tendances qui se manifestèrent au sein de la Troisième Internationale. C'est au cinquième Congrès de l'I. C. (1924) que fut décidée la transformation organisationnelle des partis communistes sur la base des cellules. L'introduction de cette transformation, calquée sur le parti communiste russe, était présentée comme le système correspondant le mieux à l'organisation des partis communistes étant donné que cette structure établissait une liaison directe du prolétariat. On prétendait que l'ancienne base territoriale représentait encore une survivance de l'idéologie sociale-démocrate faisant apparaître un but et une fonction éminemment électoralistes. Dix ans d'expérience doivent nous permettre de juger la valeur de cette transformation et de contrôler si les justifications émises à l'origine répondaient à une façon communiste d'aborder les problèmes organisationnels.

Dès le début, notre fraction soulevait les plus fermes critiques au cours de la « bolchévisation » qui se présentait concrètement comme une mécanisation de la base du parti sur le lieu du travail. A cette époque, le camarade Bordiga devait souligner que, pour résoudre les problèmes de la révolution, il ne suffisait pas d'avancer une formule organisationnelle, et, qu'en dernière analyse, ce sont des problèmes politiques et non de forme qui se posent devant le prolétariat pour passer à la conquête du pouvoir politique.

Dans les faits, l'expérience a démontré que cette modification, présentée aux masses comme susceptible en soi-même de déterminer une démarcation de nature politique : cellule = communisme, section = social-démocratie, devait au contraire se révéler comme un auxiliaire important de la bureaucratie à qui elle permettait plus

facilement d'étouffer toute opposition, toute réaction saine de la base pour instaurer une véritable terreur idéologique, un véritable état de siège dans les rangs du parti.

Pour le marxisme, les moyens d'organisation ne sont pas des solutions de principe, applicables, par conséquent, dans chaque circonstance historique et dans chaque situation.

D'autre part, la dissociation de l'organisation du parti, opérée au travers de la cellule, devait rendre impossible la confrontation permanente des différentes expériences que les prolétaires accumulaient dans leurs lieux respectifs de travail : usines, chantiers, magasins, transports, etc., et, pour cela, restreindre, au lieu d'élargir, la perception politique et générale des militants, les condamnant à être à la remorque des « directives » émanant du centre au lieu d'être le ferment propulseur et vivificateur de la pensée et de l'action communistes élaborées dans les organes dirigeants. Dans les faits, la base se voyait ainsi réduite à une fonction d'automate. Réduite à appliquer à la lettre les directives reçues du centre, les organes de la vie du parti voyaient leurs propres attitudes atrophiées dans une ambiance où l'avis du bureaucrate ne pouvait plus trouver l'apport suffisant d'une base active capable de déterminer une sérieuse résistance et une élévation idéologique répondant à la fonction d'un véritable parti communiste.

Contrairement à ce que l'on avait affirmé pour justifier sa constitution, la cellule n'éliminait pas, mais facilitait, au contraire, l'introduction des intellectuels ou semi-intellectuels, lesquels pouvaient maintenant, bien plus qu'auparavant, échapper au contrôle réel de la masse des militants, ainsi que l'expérience le démontra par la suite.

Bien que le centrisme présentait — apparemment — cette transformation sous l'aspect démagogique de l'« ouvriérisme », comme l'élimination des résidus intellec-

tuels de la social-démocratie se trouvant encore dans les rangs communistes, toute sa politique devait être celle d'un courant avancé de la petite-bourgeoisie qui s'était infiltrée dans les rangs de la classe ouvrière. Même dans cet aspect du problème, la nécessité pour le prolétariat tant qu'existeront les classes, d'employer des énergies intellectuelles désertant les autres classes, la dénaturation des données du problème est manifeste si l'on tient compte que le prolétariat a pu connaître, à sa naissance, les fondements historiques et scientifiques de sa doctrine, grâce à des énergies intellectuelles venues de la bourgeoisie et qui furent les plus clairs voyants interprètes de la révolution prolétarienne (Marx et Lénine). La réponse centriste à ce sujet devait comporter une falsification en présentant les intellectuels comme les seuls susceptibles de colporter ou de cacher des résidus de mentalité bourgeoise et petite-bourgeoise et, par cela même, d'altérer progressivement les cadres et la nature de l'idéologie marxiste du parti. On déplaçait ainsi le problème du terrain, de la nature, de la théorie du parti, à celui de la forme, de l'organisation, des énergies intellectuelles et de leur contribution à la révolution prolétarienne. C'était là renverser, fausser la notion du parti, tandis qu'on opérait en contrebande une altération des bases marxistes sur lesquelles s'était fondée l'I. C.

La phraséologie du type syndicaliste, à caractère ouvriériste, servait justement à masquer cette altération progressive en présentant chaque fois les différents courants d'opposition qui pouvaient se manifester comme des récalcitrants « intellectuels » qui, habitués au « forum » des sections, ne pouvaient pas s'adapter à un travail plus positif et moins verbal qu'on prétendait réaliser sur la base de la cellule. Non seulement la cellule n'éliminait pas des organes directeurs des couches prolétariennes, cette partie d'intellectuels qui militaient, mais, au surplus, elle se révélait comme inadéquate à la formation fondamentale de la structure des cadres idéologiques indispensables pour le mouvement communiste. Même la création des écoles léninistes aux différents échelons qui voulaient représenter un correctif à la déficience susdite devaient aussi se révéler dans toute leur réalité et représenter exclusivement un cours de cor-

ruption et de momification des futurs bureaucrates.

Un autre argument avancé par le centrisme pour justifier cette transformation organisatoire était la liaison que cette forme pouvait réaliser avec le prolétariat sur le lieu même du travail. Il est indiscutable que le P. C. a comme tâche essentielle de se lier, même organisatoirement, avec les masses ouvrières sur le lieu même du travail et c'est justement à notre fraction que revient le mérite d'avoir pris la première l'initiative de la formation du « groupe communiste des fabriques » (1921-22) qui joua un rôle important, particulièrement dans les centres industriels, en représentant un moyen de pénétration efficace des conceptions communistes dans les masses ouvrières en général. Mais il faut souligner que ces groupes se trouvèrent toujours sous la direction du parti, représentant par là seulement une arme de premier ordre pour la mobilisation des ouvriers dans les conflits continus de classes et particulièrement dans la lutte contre le fascisme durant l'époque de la guerre civile. Mais la tâche de ces groupes communistes se limitait à celle des fractions du parti dans les différents champs de l'activité prolétarienne.

Une seule expérience est néanmoins avancée par le centrisme pour justifier cette modification structurelle : l'expérience russe. Mais ce précédent, avancé comme unique preuve, ne tenait pas compte de la situation contrastante des pays occidentaux où le capitalisme s'est trouvé au pouvoir depuis des dizaines d'années. Si en Russie, avant la révolution, la base organisatoire de la cellule pouvait faciliter, dans une certaine mesure, l'agitation et la propagande du parti, surtout à cause de l'absence d'une organisation syndicale de masses, et par le fait des contrastes entre la bourgeoisie non encore au timon directeur de l'Etat, et l'autocratie, ce qui comportait, pour le mouvement révolutionnaire, moins de risques et plus de facilités dans l'agitation sur la base de l'usine que sur la base territoriale, par contre, en Occident, cette structure se heurtait au péril exposant aux coups conjugués de l'adversaire une structure — base du parti — pouvant difficilement résister aux représailles du patron et de la police étatique.

En outre, le rayon, composé d'un nombre déterminé de cellules, sur la base de

l'industrie, devait se révéler comme non correspondant aux possibilités matérielles et pratiques pour réunir régulièrement et périodiquement des assemblées : ce qui devait paralyser toute l'activité politique de l'organisation. Jamais de telles réunions purent regrouper au maximum l'entière des effectifs. Cela est tellement vrai qu'après plusieurs années d'insuccès, on dut recourir à l'expédient des « Conférences d'information » et même leur duplicata, les sous-rayons territoriaux qui, privés de toute fonction délibérative, devaient d'ailleurs être, par la suite, désertés par la majorité des militants.

L'expérience désastreuse du centrisme, même dans ce domaine, doit nous permettre de rétablir la base d'organisation du parti communiste, base répondant aux nouvelles situations dans lesquelles l'avant-garde communiste doit s'acquitter de la tâche fondamentale de la direction des luttes pour la conquête du pouvoir politique par l'instauration de la dictature du prolétariat.

Sans vouloir élever en principe la forme organisatoire du parti, on peut affirmer que l'expérience de la dernière décennie prouve que la base territoriale, s'appuyant sur un réseau dense de fractions au sein des organisations ouvrières et sur les lieux même du travail, reste la plus correspondante et celle qui permet le mieux l'élévation la plus haute du niveau idéologique de tout le parti forgeant, au feu des expériences, les armes pour la révolution.

DISCIPLINE et REGIME INTERIEUR

On peut affirmer que jamais, dans les annales de l'histoire, on n'abusa tellement des règles nécessaires et indispensables à un parti communiste afin de pouvoir passer, au nom de celui-ci, à la destruction de la substance même du parti. Le centrisme, plus que tout autre courant, s'est servi du terme « discipline » pour éliminer petit à petit, mécaniquement, chaque réaction à sa politique contre-révolutionnaire et surtout pour terroriser l'ensemble du parti. Pour cela, il est d'autant plus nécessaire aujourd'hui de situer la signification de la discipline en rétablissant sa véritable substance révolutionnaire. Cela revient donc à rétablir la nature et la substance du parti sur la base de l'idéologie marxiste. Sans une théorie révolutionnaire, la classe prolétarienne est vouée à la défaite (Lénine).

Plus particulièrement aujourd'hui, quand la pornographie politique rejoint les sommets les plus élevés en semant désillusions et décomposition, en réhabilitant les massacres de Rosa Luxembourg et de K. Liebknecht, notre devoir consiste à démasquer toute illusion qui, se recouvrant du masque de la « démocratie », voudrait la représenter devant les masses comme le facteur susceptible de conserver au prolétariat sa physionomie de classe, et au parti de sauvegarder son bagage marxiste.

Il n'existe pas une antithèse entre « démocratie » et « discipline », comme il n'existe aucune vertu abstraite qui puisse permettre à une de ces formes tels la « démocratie », le « centralisme démocratique » ou la « discipline » de sauvegarder l'avant-garde prolétarienne d'une possible dégénérescence. La seule garantie du mouvement communiste est représentée par une maturation politique de toute l'organisation, appliquant, contrôlant, vérifiant et complétant l'ensemble des principes qui forment son programme, dans le cours des luttes révolutionnaires. Il existe des situations exceptionnelles où cette maturation s'exprime au travers d'une infime minorité du parti qui se trouve isolée des masses pendant une période donnée. Cependant, la reprise inévitable du cours révolutionnaire de demain ne pourra se conclure par la victoire qu'à la seule condition que cette infime minorité reste, malgré la tempête de la contre-révolution, ferme dans ses principes, marchant résolument contre le courant.

C'est grâce à ce mérite que Lénine et le parti bolchévik purent forger les armes programmatiques et tactiques qui devaient conduire à la victoire insurrectionnelle d'Octobre.

Le parti communiste de demain, celui qui se forgera dans le feu des luttes du prolétariat mondial et dans leur cours ascendant, devra rétablir la véritable signification de la discipline révolutionnaire, étant donné qu'il sera l'expression d'un vrai programme communiste fécondé par une série d'expériences fructueuses parmi lesquelles la victoire de 1917 en Russie représente l'élément essentiel.

Aujourd'hui, la tâche des fractions de gauche consiste à jeter les premières bases des futurs cadres du parti, contribuant ainsi à préparer les prémisses pour la révolution de demain.

Dans cette phase qui, historiquement, précède la formation du parti, le régime intérieur des fractions doit répondre aux exigences qui permettent le mieux la plus vaste et la plus large contribution à l'élaboration du programme du futur parti communiste, sans pour cela transformer la fraction, expression de la lutte prolétarienne, en une « académie marxiste ».

Bien que le champ d'action de la fraction soit très restreint, la plus ample et la plus libre discussion ne s'opposent pas à une **discipline organique** répondant aux tâches particulières du moment. Ainsi, cette notion apparaît comme un complément indispensable pour donner une solution organique aux tâches historiques que la fraction doit et devra résoudre.

ORGANISATION ILLEGALE

Le parti communiste, qui a pour tâche la destruction violente du régime capitaliste, ne peut pas méconnaître l'importance permanente que revêt le travail illégal. Son application doit trouver le consentement unanime et sans réserve de tous ses membres. Dans des situations « normales », le travail illégal se restreint à certains aspects de l'agitation : le travail antimilitariste, dans des situations données, et surtout la préparation des cadres dans l'éventualité d'une modification des situations, lesquelles exigeraient une rapide transformation de tout le parti entrant dans l'illégalité.

La période de la guerre civile en Italie, en 1921-22, démontre que le parti, sous la direction de la fraction de gauche, sut, en une brève période, outiller l'organisation de ramifications illégales adéquates à la situation, faisant front et résistant à l'attaque forcenée de la réaction fasciste, préservant l'organisation contre la pénétration des éléments provocateurs, sachant aussi maintenir la continuité organisatoire du parti dans toutes les circonstances.

Cet aspect particulier de l'action communiste acquiert une valeur essentielle pour toute l'action de notre fraction, étant donné que c'est dans ces conditions d'illégalité qu'elle doit mener sa propagande en Italie, pour la reconstruction de cadres.

Dans ce domaine, le centrisme a agi d'une façon excessivement criminelle. Non seulement les règles les plus élémentaires du secret organisatoire n'ont pas été observées, mais c'est à ce courant

que revient le « mérite » d'avoir introduit dans le mouvement ouvrier l'arme infamante de la délation. Et ce nouveau fait doit nous inspirer le maximum d'attention envers lui sans pour cela le considérer comme un obstacle pour tout travail, aussi minime soit-il, en Italie. Bien au contraire, la fraction devra rechercher les formes correspondantes qui doivent lui permettre de s'acquitter de sa fonction d'avant-garde, même dans les situations les plus difficiles, comme actuellement et demain lors d'un précipice des événements vers une nouvelle guerre inter-impérialiste. Dans la situation présente, où la perspective d'une prochaine conflagration est à l'ordre du jour, ce problème se situe au centre des tâches auxquelles notre fraction doit donner le maximum d'attention, en puisant dans les expériences passées les moyens adéquats pour son activité future, en fonction des résolutions politiques et des objectifs qu'elle s'est donnés.

Pour ce qui concerne les expériences du passé, nous pourrions nous limiter à donner deux expériences fournies par l'activité des bolchéviks pendant la guerre et par le groupe spartakiste en Allemagne. Pour ce qui est des premiers, l'essentiel ne fut pas de déclencher — ce qui était d'ailleurs totalement impossible — une agitation purement superficielle parmi les masses ouvrières encore enivrées par la guerre, mais bien de se concentrer autour de la formation de cadres acquérant une fermeté idéologique au travers de la lutte contre tous les courants opportunistes qui se manifestèrent au cours de la guerre en essayant de maintenir un contact avec de petits noyaux de prolétaires restés fidèles à leur classe. Le rôle joué par la direction bolchévique à l'étranger, concentrée autour de Lénine, ne consistait pas en une subordination mécanique et organisationnelle du parti qui opérait en Russie, mais plutôt dans une puissante contribution idéologique qui devait permettre au parti de se trouver, en octobre 1917, dans la mesure d'accomplir les tâches posées devant le prolétariat par la situation d'éclosion révolutionnaire.

L'activité du groupe restreint des spartakistes qui s'extériorisa pendant la guerre au travers de la publication illégale des « Cahiers de Spartacus », de pamphlets, de la brochure de Junius, prouve également combien l'essentiel

était alors représenté par la maturation politique des idées devant permettre un réarmement idéologique des cadres indispensables pour l'inévitable reprise ascendante de la lutte révolutionnaire en Allemagne.

Il est inutile d'affirmer que la guerre de demain verra à nouveau le prolétariat désorienté et sous l'influence des traîtres d'hier et d'aujourd'hui. D'autre part, les mesures préventives que la bourgeoisie et ses agents feront déferler seront le bistouri chargé d'extirper, au commencement de la guerre, toutes les forces s'alignant contre le massacre en lui opposant l'issue prolétarienne au débouché des contrastes inter-impérialistes : la révolution communiste.

De cette perspective nous devons déduire la nécessité indispensable d'outiller actuellement notre mouvement pour le prémunir au maximum contre ces probables attaques et pour permettre, même dans les pires des éventualités, une continuation organique de la fraction.

CONCLUSIONS

La fraction de gauche du P. C. I., qui se fonda à la Conférence de Pantin en avril 1928, sur la base du matériel historique du mouvement communiste mondial : Le « Manifeste des Communistes », les thèses du II^e Congrès de la III^e Internationale et, en tant que contribution du prolétariat italien, les thèses de Rome du P.C.I., la plate-forme présentée par la gauche italienne au Congrès de Lille du parti communiste français, proclama une lutte sans merci à l'opportunisme qui avait déjà conquis la direction de l'I. C. et de tous les partis, sans rejeter alors l'éventualité d'une possible régénérescence, grâce à la victoire des fractions, de l'Internationale fondée avec la victoire d'octobre. Elle affirme aujourd'hui :

A. — Qu'en 1933 s'est clôturée définitivement, par la mort de la III^e Internationale, la phase où se posait l'éventualité de la régénérescence de l'I.C. grâce à la victoire de la révolution prolétarienne dans un secteur du capitalisme, victoire qui aurait comportée comme **condition préjudicielle la conquête de la part de la gauche de la direction de la lutte.**

B. — Que les partis centristes, encore organiquement liés au cadavre de la III^e Internationale, opèrent déjà, dans le concert de la contre-révolution, présen-

tant aujourd'hui leur candidature pour assumer une fonction d'organes directs de l'impérialisme afin de convoier le prolétariat dans le gouffre de la guerre impérialiste.

C. — La fraction affirme clôturée la phase envisagée en 1928, quant à une possible régénérescence des partis et de l'I. C. et retient :

I. — Que la fraction de gauche assume la tâche de reconstruire indépendamment et autour d'elle, exclusivement, le parti communiste de demain au travers de son travail de formation de cadres.

II. — Pourront seuls adhérer à la fraction de gauche du P. C. I. tous ceux qui acceptent les matériaux établis par la Conférence de Pantin, et qui reconnaissent comme tâche essentielle celle de passer au crible de la critique toute l'expérience de la III^e Internationale, de l'Etat prolétarien dégénéré, afin d'élaborer, dans une direction historique plus élevée, le matériel pour le parti mondial de demain.

III. — Tous ceux qui rejettent sans réserves toute illusion sur une éventuelle et possible convivance avec des courants provenant des partis qui trahirent en 1914 et qui, dans des situations nouvelles, sans abandonner leur fonction, se présenteraient avec une démagogie révolutionnaire ; avec des courants provenant des partis centristes, traîtres d'aujourd'hui, pouvant se présenter, au cours de la guerre, avec des positions plus avancées que des socialistes sans pour cela s'être dépouillés de tout le bagage opportuniste du centrisme qui a entraîné la mort de la II^e Internationale et la trahison des partis.

IV. — Tous ceux qui reconnaissent que le parti communiste de demain ne pourra se fonder que sur des positions plus avancées que celles qui donnèrent naissance à la III^e Internationale et aux partis communistes, puisque, d'ailleurs, l'expérience historique prouve que la Ire Internationale ne put se former que sur les enseignements de 1848 la portant à exclure les forces de la bourgeoisie progressive comme éléments d'appoint à la lutte du prolétariat ; la II^e Internationale, sur les enseignements de la Commune, faisant apparaître au prolétariat sa tâche indépendante pour la conquête du pouvoir politique ; de la III^e Internationale se fondant sur l'exclusion des forces social-démocratiques et des courants cen-

tristes (Adler, Longuet, Kautsky, Serrati), pour la conquête violente du pouvoir. Le programme du nouveau parti communiste mondial devra s'appuyer et opposer à l'Etat prolétarien dégénéré du socialisme en un seul pays, l'Etat prolétarien fonction de la lutte du prolétariat mondial et subordonné à son cours ; à l'Internationale de 1919 opposant la digue incomplète des 21 points aux courants centristes, l'Internationale, parti mondial de la révolution, excluant, comme Lénine le fit dans le parti russe avant la guerre, tous les courants intermédiaires et indéfinis ; au problème non résolu de l'élaboration de la tactique de la IIIe Internationale qui devait porter au 1923, en Allemagne, une tactique révolutionnaire découlant d'une analyse principielle des expériences et des forces sociales agissant dans la période des guerres et des révolutions.

La fraction affirme, au sujet des problèmes du régime intérieur, de la discipli-

ne et de la base d'organisation du nouveau parti :

A. — Que la conception du « centralisme organique » exposée par le camarade Bordiga répond à une forme supérieure de la vie du parti d'avant-garde du prolétariat, parce qu'elle contient le rejet catégorique de l'illusion trompeuse de la majorité « démocratique » et permet à toute l'organisation de participer à l'élaboration des matériaux idéologiques, c'est-à-dire permet, d'une façon dialectique, d'investir les organes dirigeants de la fonction directrice répondant aux intérêts historiques de la classe.

B. — La forme d'organisation de la cellule s'est avérée comme ne correspondant pas à la période progressive de l'organisation du prolétariat en classe, alors que la base territoriale complétée par les fractions communistes d'usine et des organisations ouvrières correspond actuellement à la forme organisatoire du parti au sein du prolétariat.

Parti - Etat - Internationale

CHAPITRE VII

L'ETAT PROLETARIEN

L'ampleur du problème fait apparaître la très grande importance pratique d'une interprétation purement formelle des principes en tant que guides de l'action du prolétariat mondial. Au cours de différentes études publiées dans ce bulletin, nous avons expliqué que le « principe », réduit à l'état d'intention chez le militant ou dans l'organisme dirigeant du parti, ne fonctionne plus que comme une justification frauduleuse de compromissions, déviations, si ce n'est de trahisons avérées. La théorie de la « pureté principielle » consignée dans le rite d'une solennelle revendication de fidélité au programme, alors qu'on fera découler d'une analyse « marxiste » de la situation les directives tactiques, cette théorie est fautive dans ses fondements, car il n'est possible de comprendre la réalité d'une situation qu'en fonction d'un ensemble de données principielles, et l'action du prolétariat ne peut rester dans le chemin d'une évolution vers le communisme qu'à

la condition d'être **déduite** d'énonciations programmatiques s'incorporant avec les conclusions de l'examen de la contingence. De tout temps, nous avons assisté à l'opposition entre l'« intérêt contingent » et la poursuite de notre finalité révolutionnaire qui comporterait la perte de positions conquises à cause qu'il deviendrait impossible d'exploiter tel ou tel autre contraste entre les groupes composant le mécanisme de domination du capitalisme. Le prolétariat devrait désormais — au prix des cruelles défaites qui l'on anéanti — savoir qu'en réalité il n'y a pas d'opposition entre finalité et intérêt immédiat et qu'en définitive ceux qui voient l'objectif final ne font que compromettre les moindres intérêts des ouvriers. Ainsi que nous l'avons expliqué dans les autres chapitres, le principe n'a donc de valeur qu'à la condition d'inspirer l'activité quotidienne du parti du prolétariat. Le plus grand succès que l'on obtiendrait en sortant de l'isolement que traversent actuellement les groupes de la gauche communiste ou que traversèrent les bolchéviks entre 1905 et 1917, cela en

se frayant un chemin parmi les ouvriers centristes (différentes capitulations des groupes de l'opposition russe) ou parmi les ouvriers socialistes (dégringolade actuelle de l'opposition de gauche dirigée par Trotsky), ces plus grands succès ne seront obtenus qu'au prix de la conversion de ces groupes en appendices des forces contre-révolutionnaires centristes ou socialistes.

Les principes sont donc autant de fondements soutenant le chemin de l'action du prolétariat mondial ; leur apparition et leur consécration en des textes statutaires sont un produit de l'évolution historique elle-même et pour ce qui concerne l'Etat prolétarien, nous avons pu constater à nouveau une coïncidence qui s'était toujours produite auparavant : les tâches nouvelles de la classe ouvrière devront être abordées sans posséder **tous** les éléments théoriques et politiques nécessaires et indispensables. Cette zone d'**inconnu** et d'**inconnaisable** est, suivant Engels, le tribut que la science sociale doit payer tant que la technique productrice n'aura pas engendré une expansion tellement élevée de la production que les classes auront cessé d'être une nécessité historique et la libre satisfaction des besoins permettra la vie de la société communiste.

Nous avons déjà dit que la compréhension d'une situation n'est possible qu'en fonction de deux éléments fondamentaux : l'action et le rôle du prolétariat, la concrétisation de cette action en corrélation d'un système de principes. Nous avons aussi indiqué que, pour l'Etat prolétarien, l'impossibilité s'était à nouveau manifestée d'établir la politique de cet Etat sur la base de données programmatiques établies dans la période qui précède la victoire du prolétariat russe et pouvant embrasser toute une étape de l'évolution historique. C'est pour ne pas s'en être rigoureusement tenu — dans l'analyse des situations — au critère fondamental de l'action et du rôle du prolétariat que l'expérience de l'Etat soviétique se clôture actuellement par son incorporation dans le système capitaliste mondial. Si le prolétariat mondial avait interprété les différentes situations de l'après-guerre au travers de sa fonction politique et de l'inconciliabilité de ses contrastes avec le capitalisme, les conditions objectives auraient été réalisées pour établir les fondements théoriques de l'Etat ou-

vrier au cours de l'évolution des luttes de classe du prolétariat mondial accompagnant l'expérience du prolétariat russe.

En 1917-18 et en 1921, aux deux tournants de la situation mondiale, le parti russe donne des solutions tactiques aux problèmes de l'Etat soviétique sur la base d'analyses des situations où il leur est impossible de faire découler la politique de l'Etat ouvrier de la position que ce dernier devait avoir sur la lutte du prolétariat mondial ; le défaut d'une expérience historique pouvant les instruire à ce propos ne leur permettait pas de saisir la réalité de la situation dans laquelle ils agissaient. Dans les deux époques, les bolchéviks concluaient à la nécessité d'opérer des retraites, de composer avec l'ennemi tout en affirmant qu'ils auraient agi bien autrement si l'on pouvait escompter des mouvements révolutionnaires sur les autres fronts de la lutte des ouvriers de tous les pays. Et, chaque fois, la retraite ou le compromis trouvaient une justification complémentaire dans la nécessité de sauvegarder l'Etat prolétarien, non en tant qu'une conquête particulière du prolétariat russe, ou en tant qu'une position en « soi », mais comme un instrument qui aurait pu intervenir par la suite quand la classe ouvrière des autres pays aurait conquis de nouvelles possibilités de lutte : les bolchéviks croyaient ainsi s'acquitter de leur devoir internationaliste, car ils sauvegardaient l'Etat prolétarien et empêchaient l'ennemi de le détruire, au travers d'une contingence qui lui était provisoirement favorable. Mais toute cette tactique ne tenait pas compte de l'élément essentiel, à savoir que la position qu'occupe l'Etat prolétarien agit directement sur le processus de la lutte du prolétariat de chaque pays et que le tout consiste à prendre le chemin qui favorisera la position de la classe ouvrière dans la lutte mortelle qu'elle doit livrer au capitalisme mondial.

En 1917-18, à Brest-Litovsk, les bolchéviks avaient le choix entre deux critères fondamentaux : ou bien relier leur politique à la maturation des mouvements révolutionnaires dans les autres pays, ou bien exploiter la guerre que se faisaient les Empires Centraux et l'Entente en marchandant l'appui de la Russie à l'une ou à l'autre des deux constellations. Il

est évident que c'est le deuxième chemin qu'auraient dû emprunter les bolchéviks s'ils s'étaient bornés à l'instantané photographique où dominait la puissance de la bourgeoisie allemande suffisante pour faire déferler ses armées à l'assaut des frontières soviétiques et l'incapacité immédiate du prolétariat de ce pays à briser le plan du capitalisme. L'autre politique de l'Etat ouvrier ne pouvait ressortir qu'à la condition de ne pas se borner à l'instant politique qui accompagnait le Traité de Brest-Litovsk et de considérer la perspective de la contingence et la possibilité des mouvements révolutionnaires en Allemagne. En effet, dix mois après la signature du Traité de Brest-Litovsk, de puissants mouvements révolutionnaires déferlaient en Allemagne d'abord, en Hongrie, en Italie, et, en général, dans tous les autres pays, donnant ainsi à la révolution russe la seule signification prolétarienne qu'elle pouvait avoir, à savoir la première victoire obtenue par la classe ouvrière mondiale sur le secteur russe, prologue de la victoire sur le front mondial. Les événements de 1919-21 démontrèrent nettement que parce que les prémisses historiques d'Octobre 1917 étaient uniquement d'ordre international, c'est uniquement sur la base de la lutte de la classe ouvrière mondiale que l'on pouvait envisager la défense de l'Etat soviétique contre les attaques de l'impérialisme allemand et de tous les autres pays. Des deux tendances du parti bolchévik qui s'affrontèrent à l'époque de Brest-Litovsk, celle de Lénine (1) et l'autre de Boukharine, nous croyons que c'était bien la première qui s'orientait vers les objectifs de lutte pour la révolution mondiale. Les positions de la fraction dirigée par Boukharine et suivant laquelle la fonction de l'Etat prolétarien était de délivrer par la « guerre révolutionnaire » le prolétariat des autres pays se heurte brutalement à la nature même de la révolution prolétarienne et de la fonction historique du prolétariat. Celui-ci ne peut nullement suivre le chemin de la bourgeoisie qui a pu triompher sur le terrain mondial avec Napoléon construisant l'Etat français au travers des randonnées victorieuses de ses armées dont

(1) Nous estimons que l'opinion de Trotsky ne différerait pas fondamentalement de celle de Lénine; c'est pourquoi nous n'en parlons pas ici.

l'objectif réel — au point de vue historique — n'était pas d'établir un empire européen et mondial de la France, mais bien d'accélérer la maturation des conditions politiques dans les autres Etats pour asseoir l'Etat capitaliste français dans un milieu international permettant la victoire du capitalisme au point de vue mondial. Le prolétariat ne peut pas, d'autre part, suivre l'autre chemin suivi par Bismark et consistant non pas en un programme d'expansion militaire et de conquête (Napoléon), mais de rassemblement de la « nation allemande » autour de l'Etat bourgeois centralisé. Dans le cas de Napoléon aussi bien que de Bismark, nous assistons à un cours d'événements qui avait pour axe la construction d'Etats capitalistes répétant, sur l'échiquier mondial, l'opposition qui se déchaîne sur le marché capitaliste entre les entreprises ou les trusts. Ces deux contrastes trouvent leur origine dans la contradiction révélée par Marx dans sa théorie de la valeur, dans le mode de production capitaliste, qui conduisent à l'impossibilité de la réalisation de la valeur du travail dans un régime basé sur la division de la société en classes. Nous n'avons pas en vue ici le cas particulier de Brest-Litovsk où le critère essentiel qui devait prévaloir fut celui défendu par Lénine faisant dépendre l'attitude de l'Etat soviétique de la position occupée par le prolétariat allemand et affirmant aussi qu'en cas de nécessité, les bolchéviks se retireraient dans les Ourals, en Sibérie, jusqu'à ce qu'une reprise de la lutte révolutionnaire se manifesta en Europe. Nous trouvons une nouvelle vérification de ce point de vue central défendu par Lénine dans les analyses qu'il fit de la politique suivie lors des opérations de l'armée rouge en Pologne en 1920 et qui le conduisaient à conclure qu'à cette époque la politique soviétique avait facilité la manœuvre de la bourgeoisie polonaise qui tendait — avec succès d'ailleurs — à mobiliser les différentes classes sur un front de résistance nationaliste contre l'attaque soviétique. Mais les directives exposées par Lénine, où il considérait possible pour l'Etat russe de loucher entre les brigands impérialistes et d'accepter même l'appui d'une constellation impérialiste en vue de défendre les frontières de l'Etat soviétique menacé par un autre groupe capitaliste, ces directives générales témoignent — à notre avis — de la

difficulté gigantesque que rencontraient les bolchéviks pour établir la politique de l'Etat russe alors qu'aucune expérience précédente ne pouvait les armer pour se diriger dans la lutte contre le capitalisme mondial et en vue du triomphe de la révolution mondiale.

Il n'est pas facile de déterminer qui, à Brest-Litovsk, l'a emporté : si c'est la considération générale de rythmer la marche de l'Etat soviétique au pas de la lutte du prolétariat des autres pays, ou bien l'autre considération que Lénine avait exprimée à cette même époque : l'intervention de l'Etat Soviétique sur le front des contrastes inter-impérialistes pour profiter de l'appui qu'un groupe d'entre eux se serait vu forcé de donner à l'Etat russe pour pouvoir battre l'autre groupe impérialiste. Nous ne pouvons donc pas affirmer d'une façon définitive que la directive internationaliste a inspiré la décision qui a été adoptée à Brest ou bien si c'est l'état de nécessité qui a déterminé le parti bolchévik à accepter les conditions de l'impérialisme allemand. Si on se reporte à l'offensive de l'armée rouge en Pologne en 1920, nous devons conclure que c'est plutôt la deuxième hypothèse qui se rapporte à Brest où l'Etat russe se serait déterminé à accepter le Diktat allemand, non à cause de la situation que traversait à ce moment le prolétariat allemand, mais à cause de la supériorité militaire de ce pays. En définitive, l'idée de l'opposition « Etat prolétarien-Etats capitalistes » se fait jour dès la naissance de l'Etat soviétique. Et cette antimonie d'Etats voile, dès le premier temps, l'opposition entre les classes, la seule qui puisse inspirer l'action de l'Etat prolétarien au même titre que l'action des autres institutions prolétariennes : syndicats, coopératives, parti de classe.

Nous devons encore dire un mot pour Brest. Nous avons vu que, dix mois après cet événement, des mouvements révolutionnaires débutent en Allemagne pour s'épancher ensuite dans les autres pays, alors que les bolchéviks avaient décidé d'accepter Brest, surtout parce que l'horizon international ne présentait pas des perspectives de mouvements insurrectionnels. L'impossibilité dans laquelle se trouvaient les bolchéviks de déterminer la perspective de la contingence n'était nullement occasionnelle, mais dépendait

des conditions dans lesquelles ceux-ci agissaient, c'est-à-dire l'impossibilité où ils se trouvaient de puiser dans le domaine théorique et des principes les armes leur permettant de dépasser la vision de l'instant politique, et prévoir la perspective découlant des centres moteurs de la situation, les seuls qui peuvent expliquer la contingence elle-même. Nous apercevons d'autant mieux la difficulté qui est à la base de l'appréciation de la situation de 1917-18, que nous comparerons l'extrême décision qui ressort des thèses de Lénine d'avril 1917, dans une situation où, pourtant, le rapport des forces entre les bolchéviks et l'ennemi (sous ses différentes formes) était autrement défavorable que ne l'était le rapport des forces en 1917-18. Lénine, aussitôt arrivé en Russie, bien que minorité au sein du parti lui-même, armé qu'il était par un arsenal de principes acquis au prix d'une lutte qui avait duré de longues années, saisit immédiatement la signification de la réalité russe et, en dépit de toutes les apparences momentanées, n'hésite pas à dresser un programme d'action qui paraissait isoler le parti bolchévik des masses et des mouvements du moment, mais qui, en réalité, correspondait directement à l'évolution des situations : cinq mois après, les événements devaient parfaitement confirmer le plan de Lénine d'avril. Mais, en 1917-18, Lénine ne possédait pas, sur le problème de l'Etat soviétique, cet ensemble de principes qui lui avaient permis de comprendre la situation du printemps 1917. Nous avons voulu insister sur ce point pour vérifier la thèse que nous avons émise et qui consiste à considérer impossible l'analyse d'une situation si elle ne se base pas sur des considérations principielles se rapportant aux positions que doit occuper le prolétariat.

L'on pourrait facilement taxer les considérations précédentes d'élucubrations abstraites et sans valeur puisque tout le problème se réduirait dans des proportions bien modestes et que la retraite ou l'offensive de l'armée rouge ne seraient décidées que par des rapports militaires de force entre les deux armées en lutte. A Brest, par exemple, il aurait fallu donner une réponse à un problème immédiat et non en fonction de la montée du mouvement révolutionnaire en Allemagne, qui ne devait se déclarer que dix mois plus tard. Nous voyons en cela la répétition du vieux refrain que l'on oppose tou-

jours aux courants marxistes : « Voici la situation, il faut répondre par un oui ou par un non, et surtout considérer que le rejet d'un compromis peut faire crouler une institution prolétarienne, alors que sa sauvegarde permettrait demain la lutte pour les objectifs finaux qui n'auraient donc été écartés provisoirement que pour mieux lutter et vaincre dans la nouvelle circonstance ». Ce **réalisme** a toujours accompagné les déviations et les trahisons : en face de lui, il faut encore une fois opposer la ferme réponse du prolétaire communiste qui révèle le jeu de l'opportunisme : il ne s'agit nullement de faire la révolution à n'importe quel moment ; il ne s'agit pas non plus de se refuser à reconnaître la nécessité d'une retraite quand les circonstances l'imposent ; il s'agit tout simplement de ne jamais lier le prolétariat à des forces qui lui sont fondamentalement opposées. Lorsqu'une situation se présente où l'existence même d'une organisation prolétarienne est en jeu et que l'ennemi peut profiter de circonstances qui lui sont favorables pour livrer une attaque dirigée vers sa destruction, l'option réelle qui se présente devant la classe ouvrière est : ou la lutte, ou la capitulation. Dans la première hypothèse, la victoire de l'ennemi n'est que momentanée parce qu'elle ne résulte que de rapports de force contingents, et le capitalisme ne peut introduire — grâce à son succès — ses agents au sein du mouvement prolétarien. Dans la deuxième hypothèse, ce n'est pas seulement la situation contingente qui est préjugée, mais celle aussi de l'avenir et le capitalisme aura atteint la plus grande des victoires possibles, car son renforcement ne sera plus de l'ordre quantitatif et contingent, mais qualitatif et de longue durée ; son appareil de domination se sera accru d'une maille — et de la plus dangereuse pour le prolétariat — parce qu'il aura installé une forteresse au sein même du mouvement du prolétariat.

La solution qu'ont donnée les bolchéviks à Brest ne comportait pas une altération des caractères internes de l'Etat soviétique dans ses rapports avec le capitalisme et le prolétariat mondial. En 1921, lors de l'introduction de la N.E.P. et, en 1922, lors du Traité de Rapallo, une modification profonde devait se vérifier dans la position occupée par l'Etat prolétarien dans le domaine de la lutte

des classes sur l'échelle mondiale. Entre 1918 et 1921 devait se déclarer et ensuite se résorber la vague révolutionnaire déferlée dans le monde entier ; l'Etat prolétarien rencontrait, dans la nouvelle situation, des difficultés énormes et le moment était venu où — ne pouvant plus s'appuyer sur ses soutiens naturels, les mouvements révolutionnaires dans les autres pays —, il devait ou bien accepter une lutte dans des conditions devenues extrêmement défavorables pour lui, ou éviter la lutte et, par cela même, accepter un compromis qui devait graduellement et inévitablement le conduire dans un chemin qui devait d'abord aduler, ensuite détruire la fonction prolétarienne qui lui revenait pour nous amener à la situation actuelle où l'Etat prolétarien est devenu une maille de l'appareil de domination du capitalisme mondial.

Nous voulons immédiatement nous élever contre la position grossière qui consiste à délimiter, en des responsabilités personnelles, les causes profondes du renversement qui s'est opéré entre la position révolutionnaires que déterait l'Etat russe en 1917-21 et la position contre-révolutionnaire qu'il détient actuellement en 1935. Loin de nous de sous-estimer les conséquences de la mort du chef de la révolution, mais nous sommes certains que ce serait faire outrage à la mémoire du grand marxiste que fut Lénine d'affirmer que le renversement de la position de l'Etat prolétarien et son passage au service du capitalisme dépend du fait qu'à sa tête ne se trouvait plus un chef aux qualités exceptionnelles et géniales, mais Staline, l'envoyé du démon de la dégénérescence et de la perversion. Le véritable hommage à Lénine consiste, par contre, à affirmer que, même s'il avait pu continuer à vivre pour œuvrer au salut de la révolution mondiale, les mêmes problèmes seraient apparus, les mêmes difficultés se seraient fait jour : les derniers articles de Lénine sur la coopération expriment le reflet de la nouvelle situation conséquente aux défaites du prolétariat mondial, et il n'est nullement étonnant qu'ils aient pu servir aux falsificateurs qui ont ébauché la théorie du « socialisme en un seul pays ». Devant Lénine, s'il avait survécu, le centrisme aurait eu la même attitude qu'il a prise envers les nombreux bolchéviks qui ont payé par la déportation, la prison et l'exil la fidélité qu'ils ont voulu garder au programme in-

ternationaliste d'Octobre 1917. Lénine, son génie, son intransigeance, sa fermeté politique n'auraient pu avoir raison des forces sociales engendrées par une grave modification de la situation et le centrisme, dans la personne de Staline, aurait eu raison de lui aussi dans le cas — qui s'est malheureusement vérifié — où le prolétariat mondial devait mordre la poussière en face de l'ennemi pouvant redresser l'édifice de son régime au travers de l'appui que lui fournissaient ses agents au sein du prolétariat.

Ces deux positions sont également fausses : celle qui voudrait retrouver dans Octobre 1917, dans les principes mêmes de la dictature du prolétariat, les vices originaires devant conduire inévitablement à la situation actuelle, et l'autre voulant séparer formellement les deux périodes de vie de l'Etat prolétarien : la première du temps de Lénine, où tout marchait à merveille, et l'autre, qui aurait été dévoyée, corrompue par le Satan que serait Staline. **La distinction entre les deux périodes existe, mais nullement en fonction des qualités personnelle des hommes qui les ont exprimées, mais par l'opposition entre la nature même de ces deux situations dont l'une est contresignée par l'éclosion des mouvements révolutionnaires dans tous les pays, l'autre par la résorption de la vague révolutionnaire et par la victoire de l'ennemi qui pouvait — grâce aux défaites de 1918-21 — résister victorieusement aux batailles révolutionnaires d'Allemagne en 1923, de Chine en 1927, pour ne citer que les plus importantes.**

Ces deux périodes sont directement liées l'une à l'autre et nous devons affirmer nettement que les germes fécondateurs du centrisme nous les retrouvons dans les conditions d'immaturité idéologiques dans lesquelles le prolétariat international s'est trouvé lorsque les conditions historiques lui ont présenté l'occasion de détruire le capitalisme mondial. Ces conditions d'immaturité s'expriment par l'isolement des bolchéviks au sein du mouvement prolétarien où, nulle part ailleurs, on avait procédé au travail de fraction qui avait permis au prolétariat russe de retrouver dans les bolchéviks le guide de leurs batailles révolutionnaires. Il ne paraît pas que la leçon des événements soit présente aujourd'hui aux militants communistes survivants après le ra-

vage du centrisme car, encore actuellement, à part notre fraction, dans les autres pays on ne se dispose nullement vers le chemin qui permit la victoire du prolétariat russe.

Lorsque, en 1921, la nouvelle situation se présente, Lénine et les bolchéviks l'affrontent avec des conceptions qui — pour ce qui concerne l'Etat prolétarien — étaient l'expression de la situation précédente mais ne résultaient nullement de l'établissement du rôle de l'Etat ouvrier dans la réalité de la lutte des classes mondiale : en 1921, se basant sur les précédents historiques immédiats, on devait conclure à la nécessité de défendre, **malgré tout**, l'existence de l'Etat russe puisque ce dernier avait montré ses hauts titres révolutionnaires par la fondation de l'Internationale Communiste. Lénine, dans l'étude sur la Nep, Trotzky dans son rapport au 4^e Congrès de l'Internationale, devaient poser le problème central dans les termes suivants : une bataille s'engage entre le prolétariat détenant — au travers de l'Etat — les leviers de commande économiques et les autres couches de la population paysannes et petite-bourgeoise : la victoire appartiendra, en définitive, à celui des deux antagonistes qui parviendra à aiguiller, dans la voie de sa classe respective, le relèvement économique indispensable après les années de la guerre civile et de la guerre extérieure. En 1918, dans son étude sur le capitalisme d'Etat, Lénine avait repoussé les exagérations des extrêmes-gauchistes sur la portée réelle de la révolution russe par une analyse scientifique qui mettait à nu l'impossibilité d'obtenir de grands résultats à cause de l'état économique arriéré de la Russie. En 1921, ces mêmes considérations amenaient Lénine à la conclusion opposée de la possibilité d'une gestion socialiste de l'Etat prolétarien, même en dehors de l'intervention du prolétariat des autres pays. Lénine affirmera aussi l'inévitabilité de confier au capitalisme renaissant la fonction de vaincre la petite production artisanale, la petite bourgeoisie paysanne et marchande, alors qu'il croyait pouvoir — au travers de l'Etat — barrer la route au rétablissement du pouvoir capitaliste et orienter l'ensemble du nouveau cours économique vers la construction des fondements du socialisme. Cette nouvelle conception de Lénine ne dépendait pas — ainsi que nous l'avons dit — d'un rapetissement de

ses conceptions internationalistes, mais de cette considération : la nouvelle situation enlevant à l'Etat son soutien naturel, le prolétariat mondial battu par l'ennemi, il fallait garder l'Etat pendant cette période intermédiaire qui le séparait d'une nouvelle vague de la révolution mondiale. Bien que nous ne retrouvons, dans les textes de cette époque, une démonstration théorique de l'apport que pouvait fournir l'Etat russe, aux luttes ouvrières dans les autres pays, même avec la Nouvelle Politique Economique, il est absolument certain que la conviction intime des bolchéviks était qu'ils pouvaient, au travers de la Nep, contribuer, encore plus efficacement qu'avec le communisme de guerre, à l'effort révolutionnaire du prolétariat mondial.

Les événements qui ont suivi après 1921 nous prouvent que l'opposition Etat prolétarien-Etats capitalistes ne peut guider l'action ni du prolétariat victorieux, ni celle de la classe ouvrière des autres pays : la seule alternative possible reste prolétariat ; capitalisme mondial et l'Etat prolétarien n'est un facteur de la révolution mondiale qu'à la condition de considérer que l'ennemi qu'il doit battre c'est la bourgeoisie mondiale. Même provisoirement, cet Etat ne peut établir sa politique en fonction des problèmes intérieurs de sa gestion, les éléments de ses succès ou de ses défaites sont dans les progrès ou les revers des ouvriers des autres pays.

Au point de vue théorique, le nouvel instrument que possède le prolétariat après sa victoire révolutionnaire, l'Etat prolétarien se différencie profondément des organismes ouvriers de résistance : le syndicat, la coopérative, la mutuelle, et de l'organisme politique : le parti de classe. Mais cette différenciation s'opère non parce que l'Etat posséderait des facteurs organiques bien supérieurs aux autres institutions, mais bien au contraire parce que l'Etat, malgré l'apparence de sa plus grande puissance matérielle, possède, au point de vue politique, de moindres possibilités d'action, il est mille fois plus vulnérable, par l'ennemi, que les autres organismes ouvriers. En effet, l'Etat doit sa plus grande puissance matérielle à des facteurs objectifs qui correspondent parfaitement aux intérêts des classes exploiteuses mais ne peuvent avoir aucun rapport avec la fonction révolutionnaire du prolétariat qui aura recours provisoirement à la dictature et y recourra pour

accentuer le processus de dépérissement de l'Etat au travers d'une expansion de la production qui permettra d'extirper les bases mêmes des classes. En effet, l'Etat — même prolétarien — se trouve forcé d'intervenir dans un milieu social, économique et politique et, de par ce fait, se trouve menacé d'être emporté par la réalisation d'objectifs qui l'arrachent de sa fonction qui ne peut être que d'ordre international. Au point de vue mondial, ce risque se présente à nouveau et dans des proportions accrues car, qu'il le veuille ou non, ce qui s'oppose immédiatement à lui c'est la convoitise d'autres Etats se disputant des marchés et nullement le régime capitaliste dans ses bases sociales. Une victoire de l'Etat prolétarien contre un Etat capitaliste (en donnant à ces termes une signification territoriale) n'est nullement une victoire de la révolution. Nous avons remarqué ce que disait à Lénine à propos de l'entrée de l'armée rouge en Pologne, où la victoire militaire de la Russie devait correspondre à l'affaiblissement du front prolétarien et à une possibilité de la bourgeoisie polonaise d'échafauder la mobilisation nationaliste pour redresser son édifice en péril. En 1930, la victoire de l'armée soviétique contre la Chine à propos de l'Est chinois a accéléré la dissociation du prolétariat chinois et manifesté au plein jour les caractères de l'Etat dégénéré qui, en 1934 — en face d'un ennemi bien plus puissant, en face du Japon — devait vendre pour quelques milliers de roubles ce qu'il proclamait être un bastion de la révolution mondiale et qu'il avait défendu avec le même acharnement qu'ont employé les impérialistes faisant de la Chine un butin pour leurs convoitises.

Les domaines économiques et militaires ne peuvent être qu'accessoires et de détail dans l'activité de l'Etat prolétarien, alors qu'ils sont d'un ordre essentiel pour une classe exploiteuse. L'Etat prolétarien ne peut être qu'un simple facteur de la lutte du prolétariat mondial et c'est dans la bataille révolutionnaire de la classe ouvrière de tous les pays qu'il peut trouver la raison de sa vie, de son évolution ; avoir eu qu'il était possible de le maintenir, en dehors de la lutte ouvrière des autres pays, avoir émis cette hypothèse, même provisoirement, c'est avoir posé les bases de la conversion qui s'est vérifiée ensuite dans la fonction de l'Etat russe, devenu un pilier de la contre-révolution.

Nous avons déjà dit que la fonction réelle de l'Etat prolétarien s'est manifestée non en 1917, mais en 1918-21, lorsque les prémisses qui s'étaient manifestées en Russie, se sont épanouies dans toute leur ampleur et que s'est ouverte la situation révolutionnaire dans le monde entier ; Octobre 1917 n'était donc qu'un signe avant-coureur des tempêtes qui bouillonnaient dans les tréfonds de la société capitaliste.

En 1921 la situation change et nous constatons, encore une fois, l'impossibilité de procéder à une analyse de la réalité en dehors de considérations principales qui nous indiquent le chemin que le prolétariat doit aborder pour être un facteur de l'évolution des contingences vers les objectifs qui sont au terme de cette dernière. La Nouvelle Politique Economique est établie à cause du défaut des luttes révolutionnaires dans les autres pays, mais cette perspective était absolument fautive car, en 1923, l'Allemagne devient à nouveau le théâtre de puissants mouvements révolutionnaires. Mais entre 1921 et 1923, la nouvelle politique de l'Etat russe ne pouvait manquer d'influencer le cours des mouvements révolutionnaires allemands où nous voyons ce contraste frappant : les bolchéviks qui, avec Lénine, avaient soutenu en 1917 le programme d'expulsion violente de toutes les forces démocratiques et social-démocratiques, en un front de la lutte beaucoup plus mûr pour des initiatives mille fois plus avancées, seront plus à droite au cours des mouvements révolutionnaires de Thuringe, Saxe, et de l'Allemagne toute entière, que ne l'avaient été Zinoviev et Kamenev en Octobre.

Au point de vue principal, les positions de Lénine contenues dans son étude sur la Nep restent encore aujourd'hui, inté-

gralement, pour ce qui concerne les problèmes intérieurs de l'Etat prolétarien. Seulement les événements qui lui ont succédé nous ont prouvé que **l'antagoniste de l'Etat ouvrier est uniquement le capitalisme mondial et que les questions intérieures n'ont qu'une valeur secondaire**. En 1921, Pannekoek écrivit que le résultat de la Nep portait une modification du mécanisme intérieur de la lutte révolutionnaire. Il est dommage qu'à cette époque il se soit borné à exprimer la conséquence d'un fait politique au lieu d'embrasser l'ensemble de la situation pour y donner la seule conclusion possible : une base de principe aux problèmes tactiques, base qui arrive à bâtir sur les matériels d'Octobre 1917, les positions capables de battre le capitalisme dans les autres pays. La limitation de l'horizon politique de Pannekoek peut expliquer sa chute actuelle dans la social-démocratie. Mais, aujourd'hui, les fractions de gauche ont un horizon autrement vaste : il est de leur devoir d'essayer de se montrer dignes des preuves d'héroïsme qu'ont données les ouvriers dans tous les pays ; il est de leur devoir de puiser dans les grandioses événements qui ont succédé à 1921, afin de garantir le sort des révolutions futures et d'établir en même temps les conditions politiques qui pourraient faire faire au prolétariat mondial l'économie d'une guerre avant d'arriver à la nouvelle situation révolutionnaire.

Il nous reste à traiter, dans la deuxième partie de ce chapitre, la partie qui a trait aux problèmes économiques de la dictature du prolétariat et pour lesquels Marx d'abord, Lénine ensuite, nous ont laissé des principes qu'il s'agit de confronter avec l'expérience vécue.

(A suivre).

La dialectique historique se meut précisément dans des contradictions et engendre avec chaque nécessité, son contraire. La domination bourgeoise est sans doute une nécessité historique, mais aussi le soulèvement de la classe ouvrière contre elle ; le capital est une nécessité historique, mais aussi son fossoyeur, le prolétaire socialiste ; l'hégémonie universelle de l'impérialisme est une nécessité historique, mais aussi son renversement par l'Internationale prolétarienne. A chaque étape il y a deux nécessités historiques qui arrivent en compétition l'une avec l'autre, et la nôtre, la nécessité du socialisme, est de plus longue haleine. Notre nécessité entre dans son plein droit au moment où cette autre, la domination bourgeoise cesse de représenter le progrès historique, où elle devient une entrave, un danger pour le développement ultérieur de la société. La guerre mondiale actuelle a précisément révélé cela pour l'ordre social capitaliste. Rosa LUXEMBOURG

Les Problèmes de la Monnaie

Ce fut la nécessité scientifique qui amena Marx à aborder l'exploration du système bourgeois de production par une analyse approfondie de ce qui en constituait la base fondamentale : la forme marchandise des produits du travail humain. Il souligna que : « de même que lorsque nous réfléchissons aux formes de la vie humaine et que nous essayons d'en faire l'analyse scientifique, nous prenons en réalité une route opposée au développement véritable de cette vie; nous essayons d'en faire l'analyse scientifique, nous prenons en réalité une route opposée au développement véritable de cette vie; nous commençons après coup, c'est-à-dire avec les résultats acquis du procès de développement; de même, les formes qui impriment aux produits du travail le caractère de marchandises et sont donc considérées comme existant avant toute circulation, de marchandises ont déjà la fixité de formes *naturelles* de la vie sociale, avant que les hommes cherchent à se rendre compte, non point du caractère *historique* de ces formes, qu'ils tiennent déjà pour immuables, mais de leur contenu » (1).

Ce que Copernic réalisa dans le domaine cosmique en révélant l'exacte signification du mouvement apparent des astres et en ramenant à de modestes proportions le fol égocentrisme des hommes, Marx le réalisa dans le domaine économique lorsqu'il découvrit l'essence profonde des lois régissant l'économie capitaliste, après les avoir dépouillées du mystère qui laissait apparaître les institutions bourgeoises comme « naturelles » et « éternelles », tandis que l'Économie classique considérait les formes de production pré-bourgeoises « à peu près comme les Pères de l'Eglise traitaient les religions qui ont précédé le christianisme », c'est-à-dire comme des institutions artificielles. Nous savons qu'il n'en fut rien et que, bien au contraire, les communautés primitives révélèrent incontestablement le caractère naturel de leurs rapports sociaux.

(1) Toutes les citations qui suivent sans indication de source sont de Marx.

Dans la société antique et dans l'économie féodale, les rapports sociaux des hommes restèrent fondamentalement des rapports de dépendance directe et individuelle: les produits du travail apparaissaient immédiatement sous leur forme matérielle d'objets répondant à des besoins; ils ne revêtaient la forme marchandise qu'accidentellement, lorsqu'il y avait échange, avec d'autres communautés, d'objets excédant les besoins. Ainsi, dans la Société féodale, les rapports sociaux ne furent autre chose que l'accomplissement des prestations imposées par le contrat féodal, ne donnant lieu à aucun échange de produits de par l'inexistence d'une contre-partie économique quelconque, ou — si l'on veut — il n'y avait qu'échange de prestations en nature contre services.

Ces organismes de production conservèrent ainsi un caractère de simplicité qui permettait de décèler aisément leurs formes spécifiques d'exploitation; il n'existait aucune catégorie économique dissimulant ces formes ou en altérant la signification. (La monnaie ne jouait encore qu'un rôle secondaire, correspondant à l'importance minime des échanges).

Par la suite, les rapports de production et les contrastes sociaux se voilèrent dans la mesure, où sous l'impulsion du progrès technique et d'une division du travail plus accentuée, les richesses s'accrurent en même temps que se multipliait et se concentrait la propriété privée et que se développait la production des marchandises. Et, lorsque cette dernière forme de production atteignit son complet développement avec l'épanouissement du Capitalisme, lorsque le produit du travail n'apparut que sous la forme d'une marchandise et celle-ci sous la forme de monnaie, alors le caractère des rapports sociaux et ces rapports eux-mêmes disparurent dans le flot d'une intense circulation de marchandises et se dissimulèrent sous l'aspect de l'Argent.

Même la circulation des richesses put apparaître comme un mécanisme indépendant de l'activité productrice, possédant

ses propres lois, et c'est ainsi que les illusions monétaires cultivées par l'économie politique bourgeoise procédèrent de cette conception que le mode d'échange est indépendant du mode de production.

On comprend déjà que le caractère énigmatique de la monnaie en laquelle doit nécessairement se métamorphoser la marchandise ne peut être élucidé qu'au contact d'une connaissance de la nature — apparemment mystérieuse — de la marchandise elle-même.

**

Il est bien vrai que la production et l'échange de marchandises sont conditionnés par l'existence d'une division sociale du travail, mais par contre, le fonctionnement de celui-ci ne doit pas nécessairement déterminer la formation de produits-marchandises. Marx cite l'exemple des communautés primitives où le travail était socialement divisé mais où les produits étaient directement consommés et ne perdaient donc pas leur aspect immédiat d'objets d'utilité. Les travaux différents n'y exprimaient que des fonctions diverses au sein de l'organisme social et les producteurs n'étaient que les organes de la mécanique sociale placés dans une stricte dépendance réciproque. De même, nous l'avons dit, dans la société esclavagiste, puis dans la société moyenâgeuse, les rapports de dépendance *personnelle* subsistaient entre maîtres et esclaves, entre serfs et seigneurs, entre vassaux et suzerains et formaient la base sociale; les produits du travail n'avaient donc nullement à prendre une forme apparemment étrange dissimulant leur réalité de choses correspondant à des besoins.

L'échange de produits transformés en marchandises se développa parallèlement à la décomposition des économies naturelles. Au travers d'un long processus historique, les producteurs, en même temps qu'ils acquéraient la qualité de possesseur *privé* des fruits de leur travail, s'affranchissaient de leur état de dépendance sociale. D'autre part, les différents travaux individuels, de plus en plus, s'exécutaient indépendamment les uns des autres, et si les producteurs renforçaient ainsi leur indépendance économique dans la mesure où ils s'approprièrent le produit de leur travail, d'un autre côté, à la dépendance sociale primi-

tive s'en substituait une autre : le développement de la production des richesses et de leur échange transformait le caractère du produit vis-à-vis de son producteur et propriétaire; pour celui-ci, il fut finalement non plus un objet répondant à un usage propre, mais destiné à être échangé contre un objet différent, capable de satisfaire un de ses besoins. De sorte, qu'alors que dans les économies naturelles, c'était la répartition *directe* des produits du travail exécutés en commun, qui permettait de faire face aux besoins, au contraire le producteur privé ne pouvait pourvoir à ses propres besoins que d'une façon indirecte en se subordonnant au marché.

Pour son possesseur, le produit devint donc une marchandise dans la mesure où il représentait pour lui non plus une valeur d'usage mais une valeur d'échange contre laquelle il pouvait obtenir une autre valeur d'usage qu'il pût consommer. Et c'est lorsque la production pour les besoins se fut transformée totalement en une production en vue de l'échange, qu'un seul rapport économique s'établit entre les hommes, celui de possesseurs de marchandises et que la valeur d'échange seule, régla les rapports entre producteurs et confronta leurs multiples travaux privés.

La valeur d'échange acquit un caractère social qui lui permit, en se superposant à la valeur d'usage du produit, de dissimuler la nature physique et l'utilité de celui-ci, en prenant elle-même une apparence matérielle. Elle conféra par là à la marchandise, dans le circuit des échanges, un aspect mystérieux, tandis que « le rapport social déterminé existant entre les hommes prit à leurs yeux la forme fantasmagorique d'un rapport *entre objets* et qu'il fallut faire appel aux régions nébuleuses du monde religieux pour trouver quelque chose d'analogue ». C'est ce que Marx appela « le fétichisme qui s'attache aux produits du travail, dès qu'ils figurent comme marchandises » qui s'étendit par conséquent à la monnaie, qui n'était qu'une forme particulière de la marchandise.

Mais la valeur d'échange dut surtout de devenir une réalité sociale au fait qu'elle permit d'établir un rapport quantitatif d'échange entre des valeurs d'usage différentes, qu'elle permit de fixer la proportion d'échange d'un certain nombre d'objets d'une espèce contre un certain nombre d'objets d'une autre espèce.

Sur le marché, les produits, bien que physiquement totalement dissemblables, purent s'échanger comme des choses équivalentes parce qu'ils renfermaient un élément commun à tous : le travail; non pas le travail particulier individuel, qui se concrétisait dans un objet matériel sous la forme de la valeur d'usage, mais le travail général abstrait qui constituait la substance même de la valeur d'échange. Et la grandeur de valeur d'échange de la marchandise n'était que la quantité de travail socialement nécessaire à sa production.

Dans sa polémique avec Bernstein, qui avait affirmé que la loi de la valeur-travail n'était qu'une simple abstraction, Rosa Luxemburg répliqua que « l'abstraction de Marx n'est pas une invention mais une découverte, qu'elle n'existe pas dans la tête de Marx, mais dans l'économie marchande; qu'elle n'a pas une existence imaginaire, mais une existence sociale, réelle, si réelle qu'elle peut être coupée et martelée, pesée et monnayée. Le travail abstrait, humain, découvert par Marx, n'est sous sa forme développée, rien d'autre que l'Argent » (1).

Rosa Luxemburg confirma par là ce que Marx avait déjà affirmé, à savoir que la science n'avait fait que découvrir la nature réelle de la valeur, tandis que les hommes, en établissant dans leurs échanges l'égalité de valeur de leurs produits, avaient déjà affirmé « sans le savoir » que leurs divers travaux étaient égaux les uns aux autres en tant que travail humain. Et Marx disait : « que la valeur ne porte pas écrit sur le front ce qu'elle est. Elle transforme plutôt chaque produit du travail en un hiéroglyphe social. Par la suite, les hommes essaient de déchiffrer le sens de l'hiéroglyphe, de pénétrer le mystère de leur propre produit social; tout aussi bien que le langage, la détermination des objets d'usage comme valeurs est leur produit social ». Il ajoutait ailleurs que « le temps de travail social n'existe pour ainsi dire qu'à l'état latent dans les marchandises et ne se manifeste que dans leur procès d'échange; qu'il n'est donc pas une *présupposition toute faite*, mais un résultat qui devient ».

De ce que la grandeur de la valeur d'une marchandise se mesurait par la quantité ou le temps de travail socialement nécessaire à sa production, il en résultait nécessaire-

ment que la valeur d'échange d'un objet était variable; elle augmentait ou diminuait suivant que le progrès technique (c'est-à-dire la productivité du travail) s'abaissait ou s'élevait, donc en raison inverse. Et une modification dans la grandeur de valeur d'une marchandise devait nécessairement modifier son rapport d'échange avec les autres marchandises, si leur valeur restait inchangée; dans la société capitaliste, la quantité de travail nécessaire et la valeur des objets furent constamment révisées sous l'action de la concurrence.

De la variabilité des valeurs d'échange découla cette constatation aisée que si la valeur d'usage actuelle d'un kilo de pain de froment restait identique à sa valeur d'usage d'il y a plusieurs siècles, une telle affirmation ne valait pas lorsqu'il s'agissait de sa valeur d'échange. Ce fut là précisément encore un aspect de cette dualité interne de la marchandise entre valeur d'usage et valeur d'échange et qui, lorsqu'il s'agit de la marchandise particulière qui s'appelait Force de Travail, se développa jusqu'à se transformer en la contradiction fondamentale du Capitalisme.

* *

Si le temps de travail était en réalité la véritable mesure des valeurs marchandes, la nécessité ne s'en fit pas moins sentir, dans le procès de l'échange, de matérialiser ce temps de travail dans une marchandise particulière, et celle-ci apparut ainsi comme l'équivalent général, la mesure de toutes les autres marchandises, et acquit la forme monnaie, la forme *Argent* lorsque la circulation des marchandises eut atteint un certain stade de développement.

De ce qu'une marchandise revêtait ainsi une forme spécifique, il ne s'en suivit nullement qu'elle perdit son caractère de marchandise et sa propre valeur. De même que ce ne fut pas l'échange qui régla la grandeur de valeur d'une marchandise mais que cette grandeur régla, au contraire, les rapports d'échange, de même la monnaie ne reçut nullement sa valeur par l'échange; mais c'est parce que, en tant que marchandise elle possédait déjà une valeur, qu'elle put accepter de devenir monnaie. L'argent ne pouvait donc pas constituer un pur symbole, avoir seulement une valeur imaginaire ou conventionnelle, mais le fait qu'à un certain stade de son évolution il put être remplacé par de simples signes de papier, le

fit apparaître lui-même comme un simple signe.

C'est bien pourquoi « toutes les illusions du système monétaire viennent de ce qu'on ne voit pas que l'argent représente un rapport de production social et qu'il le fait sous la forme d'une objet naturel aux propriétés déterminées ».

En tant que produit supérieur et complexe du développement de la production de marchandises, la monnaie dissimula encore davantage le rapport social des hommes, estompé déjà par l'échange sous un rapport social de choses et c'est ainsi que « l'énigme de l'argent fétiche ne fut, en dernière analyse, que l'énigme de la marchandise fétiche, et que le cycle de la vie sociale, c'est-à-dire du processus matériel de la production, ne se dépouillera de son voile mystique et nébuleux que du jour où son ensemble apparaîtra comme le produit d'hommes librement associés et exerçant un contrôle conscient et méthodique ».

L'or dut de jouer le rôle de monnaie au fait qu'il matérialisait du travail social sous la forme la plus concentrée mais également — et nous devons y insister — au fait qu'il existait déjà en tant que marchandise avant d'acquiescer la forme spécifique de monnaie; il devint monnaie tout en restant marchandise et, par conséquent, tout en conservant une valeur variant avec la quantité de travail nécessaire à sa production.

C'est bien pourquoi l'or put devenir la mesure des valeurs de toutes les autres marchandises; qu'une certaine quantité de marchandises exprimant un certain temps de travail put matérialiser sa valeur dans une certaine quantité d'or renfermant le même temps de travail.

La variabilité de la valeur de l'or ne pouvait donc en rien altérer sa fonction de mesure des valeurs, puisque la véritable mesure restait le temps de travail. Un changement de la valeur, soit de l'or, soit des autres marchandises ne pouvait que modifier le rapport des échanges, ni plus, ni moins; mais alors que la modification de ce rapport restait limitée lorsqu'il s'agissait de la variation de valeur d'une ou de quelques marchandises, elle se généralisait au contraire lorsque c'était la valeur de l'or qui changeait. Ce qui s'expliquait par le fait que l'or étant l'équivalent général, toutes les autres marchandises y miraient leur valeur.

Par parenthèse, il importait de remarquer que la valeur de l'or se modifiait à un rythme beaucoup plus lent que celui imprimé à la variation de valeur des autres marchandises : en un siècle, les frais de production de l'or ont relativement peu baissé, tandis que nous savons que la productivité du travail industriel et du travail agricole a considérablement augmenté sous l'impulsion du développement mécanique stimulé par la concurrence et l'accumulation du Capital.

Il reste que la mise en évidence de la notion de variabilité de la valeur de l'or est essentielle et ce, d'autant plus que cette notion tend à s'obscurcir lorsqu'on pénètre plus avant dans l'intimité de l'existence de l'or-monnaie. Il en fut ainsi lorsque la marchandise dont la valeur d'échange avait pris la forme de monnaie, n'apparut plus que comme un *prix*. Mais la marchandise, devenue un prix, ne signifiait nullement qu'elle fût déjà entrée dans la sphère de la circulation. Le prix signifiait seulement que le produit qui représentait une certaine quantité de travail social était prêt à s'échanger contre un poids d'or exprimant la même quantité de travail : « les prix sont une invitation que les marchandises lancent à l'argent ». Ou, si l'on veut, le prix n'était que « l'idéalisation en or de la valeur d'échange d'une marchandise et tout propriétaire savait qu'il était loin d'avoir converti ses marchandises en or, quand il en exprimait la valeur sous forme de prix ou sous forme d'or imaginaire et qu'il n'avait pas besoin du moindre grain d'or pour évaluer en or des millions de valeurs de marchandises ». Pour évaluer seulement, car dans la réalité, ce propriétaire ne consentait à échanger sa marchandise que contre espèces sonnantes et trébuchantes — ou contre ce qui en tenait lieu — et, par conséquent, l'équation avec l'or qu'il avait posée en transformant la valeur d'échange de son produit en prix restait à réaliser dans le marché; cette équation n'apparaissait que comme la tentative initiale de matérialiser le travail « abstrait » et elle ne pouvait être concrétisée que si étaient vaincues les contractictions que renfermait la production de marchandises et, sous une forme plus aigue — la production Capitaliste.

Lorsqu'on s'en tient à l'or comme mesure des valeurs, on constate qu'il n'a pas encore pris d'aspect matériel et que la mon-

(1) « Réforme et Révolution ».

naie ne s'est pas encore transformée en pièces de monnaie.

Elle ne peut prendre cet aspect physique que lorsque l'or a juxtaposé à sa fonction de mesure de valeurs celle d'unité de mesure. Si théoriquement les marchandises se comparent et se mesurent réciproquement suivant les différentes quantités d'or qu'elles représentent, pratiquement, elles ne peuvent s'échanger qu'en étant toutes rapportées à un certain poids d'or, fixé conventionnellement et qui devient l'unité de mesure des quantités différentes d'or exprimées dans les marchandises : Livre, Dollar, Franc, ne sont que les appellations données aux diverses unités de poids adoptées comme étalons des prix; de même les subdivisions de ces poids se nomment : shilling, cent, centime.

Si nous supposons que deux grammes d'or s'appellent : Dollar et que nous présentons le prix d'une marchandise par cent dollars, nous constatons que ce prix exprime deux choses : d'une part, la valeur de la marchandise équivalant à 200 grammes d'or matérialisant, par exemple, 200 heures de travail; d'autre part, le nombre d'unités monétaires que cette quantité d'or contient. Le nombre d'unités ne peut donc en rien influencer sur la valeur des marchandises tandis que cette valeur, au contraire détermine le nombre d'unités contre lesquelles elle doit s'échanger, puisque la valeur d'échange est transformée en quantité d'or avant que l'or ne devienne un étalon des prix. « L'or, en tant que mesure de valeurs et en tant qu'étalon des prix, a une forme déterminée tout à fait différente et la confusion de l'une avec l'autre a fait éclore les théories les plus extravagantes : »

De même que nous avons vu que l'or, en changeant de valeur, ne perd pas sa qualité de mesure des valeurs, de même il n'altère en rien sa fonction d'étalon des prix : si nous supposons que la valeur de l'or baisse de moitié, les quantités d'or exprimant les valeurs d'échange de toutes les autres marchandises seront doublées, mais le rapport de valeur de ces quantités d'or, entre elles, restera invariable; tous les prix auront doublé sans modifier en quoi que ce soit leur rapport. D'autre part, 1.000 grammes d'or resteront mille grammes et auront toujours dix fois plus de valeur que cent grammes, de même que mille dollars achèteront dix fois plus que cent dollars.

De la confusion entre la fixité de l'or

en tant qu'unité de mesure et sa variabilité en tant que valeur monétaire, est née cette absurde théorie quantitative qui a essayé de définir les lois de circulation de la monnaie. Historiquement, cette théorie prit consistance après la découverte de nouvelles mines d'or et par suite d'une analyse insuffisante des faits qui suivirent cette découverte; on crut que le prix des marchandises avait haussé avec la plus grande quantité d'or et d'argent fonctionnant comme moyens de circulation.

En substance, la théorie quantitative s'énonça comme suit : les prix des marchandises sont déterminés par la quantité de monnaie en circulation. Montesquieu la défendit en disant que « l'établissement du prix des choses dépend toujours fondamentalement de la raison du total des choses au total des signes ». Elle fut développée par Hume et ensuite par Ricardo. Ce dernier, bien qu'ayant judicieusement défini la substance de la valeur, se contredit dès qu'il aborda l'analyse de la monnaie : « la valeur de l'argent est déterminée par le temps de travail qui s'y trouve matérialisé mais seulement aussi longtemps que la quantité de l'argent est en rapport exact avec la quantité et le prix des marchandises à vendre ». Nous voyons ainsi que même Ricardo accepta implicitement l'hypothèse qu'au moment où elles entraient dans la sphère des échanges, les marchandises n'avaient pas de prix et la monnaie pas de valeur.

Il importe de ne pas négliger cette théorie, parce qu'aujourd'hui maints économistes et « planistes » la reprennent à leur compte pour essayer d'expliquer la crise du capitalisme et d'y apporter des « remèdes ». Et De Man, en Belgique, y recourt lorsqu'il déclare que « l'argent trop rare » renchérit par rapport aux marchandises et fait tomber leurs prix. » Et Léon Blum n'a pas une compréhension plus marxiste de la monnaie lorsqu'il considère qu'une augmentation du stock mondial d'or doit se traduire par la hausse générale de tous les prix, et qu'il cite en exemple la répercussion sur les prix qu'a provoquée au XIXe siècle la découverte des mines de Californie et d'Australie.

La théorie marxiste, en s'opposant diamétralement à la théorie quantitative, affirme que le mouvement circulatoire de la monnaie, loin de régler la circulation des marchandises, lui est, au contraire, subor-

donnée. Il en résulte que : « la quantité des moyens de circulation est déterminée par le prix total des marchandises en circulation et la vitesse moyenne du cours de la monnaie ». De plus, les prix haussent ou baissent non pas parce qu'il circule plus ou moins d'or, mais la quantité d'or en circulation augmente ou diminue parce que les prix montent ou descendent. Dans le cas où il circule « trop d'or » par rapport aux besoins de la circulation des marchandises, l'excédent est tout simplement retiré du circuit des échanges et thésaurisé. Inversement, si la masse de monnaie ne suffit pas au développement des échanges, l'équilibre pourra être rétabli par la mise en circulation, si l'or fait défaut, de signes monétaires qui n'en représenteront pas moins de la monnaie réelle si leur origine a une cause économique.

Si nous voulons résumer les causes fondamentales de fluctuations des prix (1), nous dirons :

Qu'une hausse générale des prix se réalise, d'une part par une baisse de la valeur de l'or, en supposant que la valeur des autres marchandises reste constante; d'autre part, par une hausse de la valeur de toutes les marchandises et pour autant que la valeur de l'or soit constante.

Le raisonnement inverse vaudra dans le cas d'une baisse générale des prix.

Il est évident que cette énonciation vise les prix des marchandises et non le « prix » de l'or, pour l'excellente raison que celui-ci n'a pas de prix en tant que monnaie; sa valeur ne peut être exprimée en sa propre substance et, dire que 100 francs sont le prix de 5 grammes d'or c'est ne rien dire du tout. L'or ne pourrait avoir un prix que s'il pouvait s'exprimer dans une marchandise spécifique jouant le rôle de monnaie qu'il joue lui-même. En réalité l'or a donc autant de « prix » qu'il y a d'espèces de marchandises contre lesquelles il peut s'échanger.

Nous avons indiqué que la marchandise ne représentait pas une valeur d'usage pour son possesseur et que, pour le devenir, il fallait qu'elle entrât dans la sphère des

échanges et qu'elle s'y réalisât comme valeur d'échange. Pour le propriétaire elle n'a donc de valeur que dans la mesure où il peut la remplacer par de la monnaie qui deviendra pour lui l'équivalent général d'une marchandise quelconque. Comme nous l'avons dit, il commence par transposer la valeur d'échange de son produit en une quantité d'or imaginaire : il lui donne un prix. Mais « dans l'existence de la valeur d'échange, comme prix, ou de l'or, comme mesure de valeur, est contenue la nécessité de l'aliénation de la marchandise contre de l'or sonnante, la possibilité de sa non-aliénation, bref, toute la contradiction qui résulte de ce que le produit est marchandise ou de ce que le travail spécial de l'individu privé doit pour produire un effet social, se manifester dans son contraire immédiat, le travail général abstrait. »

Un désaccord pouvait donc surgir entre la quantité « théorique » d'or d'une valeur d'échange anticipée dans son prix et la quantité d'or réellement obtenue par l'échange ou prix marchand. C'est dans le creuset du marché que pouvait se vérifier si la valeur d'échange d'une marchandise ou, la quantité de travail qu'elle contient correspondait ou non à la quantité de travail socialement nécessaire à sa production. C'est le jeu de l'offre et de la demande ainsi que la concurrence qui réglaient la transformation de la valeur en valeur marchande; qui reflétaient en outre les contrastes que développe en lui le système capitaliste de production; qui affirmaient l'existence des différentes classes et couches sociales qui se répartissaient le revenu total de la Société et le consommaient, déterminant par là, l'étendue de la demande : « l'antagonisme de marchandise et de monnaie est la forme abstraite et générale de tous les antagonismes contenus dans le travail bourgeois ».

Dans la circulation simple des marchandises, l'indépendance des deux actions : acheter et vendre, leur désolidarisation, ouvraient déjà des possibilités de déséquilibre des échanges et marquaient la nette différenciation de ceux-ci d'avec l'échange direct des produits. Malgré la multiplication des achats et des ventes et les métamorphoses incessantes des marchandises, la monnaie finissait toujours par rester entre les mains d'un tiers parce que le vendeur d'une marchandise n'était pas forcément

(1) Il s'agit jusqu'ici du prix théorique correspondant à la valeur et non du prix marchand, qui peut s'en différencier comme nous le verrons.

et en même temps l'acheteur d'une autre marchandise. Mais, fondamentalement, le mobile subsistait : échange d'une marchandise pour acquérir une autre marchandise devenant une valeur d'usage.

Le mouvement des marchandises s'il débutait nécessairement par la vente d'une non-valeur d'usage se terminait généralement par l'achat d'une valeur d'usage qui, par la consommation, sortait de la circulation. Bien que le circuit pût être interrompu, bien que le renouvellement du mouvement pût ne pas s'effectuer immédiatement la position d'attente que prenait l'or sous sa forme de monnaie, l'interruption de sa fonction de moyen de circulation n'étaient qu'accidentelles. Le conflit entre le possesseur de marchandises et le possesseur d'argent restait donc contenu dans des limites étroites qui l'empêchaient de prendre les formes violentes surgissant dans les crises économiques qui ébranlèrent la société capitaliste.

Il en était ainsi parce que l'or, qui fonctionnait déjà comme mesure de valeur, étalon des prix, moyen de circulation, ne fonctionnait pas encore comme Capital.

**

Le Capital naquit de l'argent lorsque les échanges eurent acquis un degré de développement créant des possibilités d'enrichissement sous forme d'accumulation d'argent.

La tentation s'accrut de plus en plus de se borner à effectuer la première opération de la circulation : la vente, et de retenir le produit : l'argent. Avec l'extension des échanges, augmenta donc aussi la puissance de la monnaie qui apparut de plus en plus comme le représentant tangible de la richesse matérielle : « L'instinct de la thésaurisation est de sa nature, sans mesure. Au point de vue de la qualité ou de la forme, la monnaie n'a point de limites et reste le représentant général de la richesse matérielle, parce qu'elle peut directement se transformer en n'importe quelle marchandise ».

Cependant la thésaurisation ne reçut une signification concrète que lorsque l'argent se fût converti en capital par un changement de forme de la circulation des marchandises.

Le mouvement ne consista plus à transformer de la marchandise en argent, puis l'argent en marchandises, mais au contraire

à convertir l'argent en marchandise et celle-ci à nouveau en argent.

Le cycle débutait donc par l'achat pour se terminer par la vente. Et c'était au cours même de ce cycle que l'argent devenait du capital en s'accroissant, dans le résultat final, d'un excédent, d'une plus-value qui cependant ne pouvait nullement provenir de la circulation elle-même.

Nous savons qu'il fallut que certaines conditions fussent réunies pour que l'argent pût devenir du Capital; qu'il fallut que naisse une marchandise à nature particulière : la Force de Travail dont l'usage fut créateur de valeur.

Dès l'apparition du Capital, l'argent devint non seulement un objet de l'enrichissement, mais l'objet par excellence; l'accroissement de la valeur d'échange, la mise en valeur de la valeur devint un but en soi tandis que la valeur d'usage et, avec elle, les besoins, perdirent toute apparence d'existence : « la valeur sort de la circulation, y rentre, s'y maintient et s'y multiplie; en ressort augmentée et recommence sans cesse le même cycle « Argent-Argent », l'argent couvant de l'argent ».

Le capitaliste ne peut « créer » de la valeur qu'en rejetant sans cesse l'argent dans la circulation, en le faisant fonctionner comme capital.

D'une confrontation entre les deux formes de circulation des marchandises, la forme simple et la forme capitaliste, il ressort que dans la dernière, l'argent-monnaie en tant que moyen de circulation s'efface de plus en plus devant l'argent-capital. Dans un cycle de la première forme, l'argent-monnaie ne faisait que circuler de main en main, quittait définitivement celle de l'acheteur pour entrer dans celle du vendeur et ainsi de suite.

Au contraire, dans la circulation capitaliste, l'argent est le point de départ du cycle et est du capital « en devenir » par le fait qu'il achète des marchandises (machines, matières premières, force de travail) qui, transformées et revendues reviennent sous forme d'argent et en valeur accrue au point de départ de l'argent, dans la poche du capitaliste qui en avait fait l'avance. Dans la forme simple de la circulation, l'achat complétait la vente, dans la forme capitaliste, la vente termine l'achat. De là : « une différence palpable et sensible entre la circulation de l'argent comme capital et sa circulation comme sim-

ple monnaie » qui n'était qu'une conséquence de la différence entre une production où le producteur vendait ses marchandises pour les transformer en moyens de subsistance et la production capitaliste où la consommation disparaissait derrière l'objectif de la production de plus value. Ici il y a un producteur « unique » : le capitalisme (1) et le rapport entre producteurs individuels au travers du marché a disparu et a fait place à un rapport antagonique entre le prolétariat, détenteur d'une marchandise à nature particulière : la Force de Travail, créatrice de valeur et le Capitalisme, propriétaire de la totalité des autres marchandises (moyens de production, matières industrielles et alimentaires) y compris l'or, sous son double aspect de marchandise et de monnaie.

Et il n'en résulte pas moins que tout comme dans une économie marchande pré-capitaliste, la répartition du pouvoir d'achat et de la monnaie en régime capitaliste n'est que le reflet de la répartition des produits marchandises celle-ci découlant elle-même du caractère privé de la propriété. Une différence fondamentale cependant : le Capitalisme est seul acheteur de la Force de Travail. Le prolétariat ne pourra donc détenir de la monnaie que dans la mesure où il aura réussi à vendre sa Force de Travail, marchandise qui pour lui ne représente aucune valeur d'usage, puisqu'il ne possède pas les moyens de la mettre en action. C'est le capitalisme qui, en consommant cette force de travail en retire une valeur supérieure à celle qu'il a donnée sous forme de salaire et bien que celui-ci soit l'équivalent de la valeur de la force de travail. L'existence du pouvoir d'achat de l'ouvrier c'est le capitalisme qui en détient la clef; ce sont la nature et les exigences de la production capitaliste qui déterminent l'étendue de ce pouvoir d'achat.

Quant au prix de la Force de Travail, comme pour toute autre marchandise, il n'est que l'expression monétaire de sa va-

leur d'échange, c'est-à-dire de la valeur des produits nécessaires à sa reproduction. Cette valeur reste le pivot autour duquel fluctue le salaire sous la pression, d'une part, de l'offre et de la demande sur le marché du travail et, d'autre part, du rapport des forces entre la Bourgeoisie et le Prolétariat.

Il va donc de soi que, abstraction faite de l'influence de ces deux facteurs « théoriquement » le prix de la Force de Travail subit aussi les variations de la valeur de l'or, le salaire baissant lorsque la valeur de l'or monte ou, inversement, haussant avec la baisse de cette valeur. Mais l'histoire du passé nous enseigne qu'une dépréciation monétaire a toujours incité la bourgeoisie à tenter de voler l'ouvrier en ramenant le prix de sa Force de Travail, au dessous de sa valeur.

Lorsque, en période de crise, l'ouvrier est rejeté de la sphère productive, il se trouve de ce fait privé du pouvoir d'achat correspondant à son salaire et tombe sous la dépendance absolue de la Bourgeoisie, qui n'interviendra dans le coût de son entretien (sous forme d'allocations de chômage ou de secours privés) que dans les limites requises par le strict minimum physiologique.

L'étendue du pouvoir d'achat de la classe ouvrière reste donc étroitement conditionnée par la nécessité de la mise en valeur du Capital; toute extension de ce pouvoir d'achat ne pourrait que se traduire automatiquement, non par une hausse des prix des marchandises (comme souvent on se l'imagine) mais par une diminution du profit capitaliste. Ceux qui, se réclamant du Prolétariat, préconisent aujourd'hui des moyens qui puissent ne pas aboutir à cette conséquence tout en permettant d'augmenter la consommation ouvrière, se rangent par ignorance ou par intérêt aux côtés de la Bourgeoisie. Comme nous le verrons, les « politiques » monétaires n'ont d'autre objectif que d'opérer un déplacement de revenu au profit exclusif de la classe dominante et seulement en faveur de sa fraction la plus avancée : le Capital Financier.

**

S'il est bien vrai que la monnaie a existé et a joué historiquement un rôle plus ou moins important avant qu'existassent le Capital, le Travail salarié, les Banques, elle n'a pu revêtir les formes apparemment

(1) Nous faisons évidemment abstraction de la masse des producteurs indépendants (paysans, artisans) qui subsistent encore dans la société bourgeoise, mais qui sont inévitablement et progressivement absorbés par l'une ou l'autre des classes fondamentales.

complexes que nous lui connaissons aujourd'hui que sous l'impulsion du développement, à l'échelle mondiale, de la production capitaliste et de la circulation des marchandises; le billet de banque, l'effet de commerce, le chèque, la monnaie scripturale ne sont que des instruments imposés par le mécanisme de plus en plus complexe des rapports sociaux sous leur forme capitaliste.

Mais ces formes monétaires nouvelles dérivèrent elles-mêmes directement du fait que progressivement l'or se fit remplacer en tant que moyen de circulation apparaissant sous forme de numéraire, de pièces métalliques à effigies et dénominations multiples.

Pour des raisons techniques et aussi parce qu'il s'usait trop rapidement, l'or se retira en premier lieu des sphères de la circulation où le cours de la monnaie était le plus actif et le plus rapide et il y fut remplacé par des pièces d'argent et de cuivre. Et le caractère symbolique de celles-ci n'apparut pas immédiatement, parce qu'elles se présentaient encore sous une apparence de valeur, bien que n'étant plus que des représentants de la valeur d'échange au lieu d'être la matérialisation de cette valeur, comme l'or.

Avec le billet de banque, il ne pouvait plus faire de doute qu'il n'était qu'un signe monétaire représentatif de valeur

dont l'or continuerait à être le support. Mais : « il y a apparence que le signe de valeur représente immédiatement la valeur des marchandises parce qu'il ne se présente pas comme signe d'or, mais comme signe de la valeur d'échange, qui est exprimée simplement dans le prix, mais qui n'existe que dans la marchandise. Or, cette apparence est fausse. Directement le signe de valeur n'est que le signe de prix, donc signe d'or et par un détour seulement, il est signe de la valeur des marchandises. *L'or achète avec son ombre* ».

Plus les formes monétaires s'éloignèrent de leur base-or, plus elles parurent prendre une existence en soi, et plus aussi les illusions monétaires s'accrurent, et cela parce qu'avec le développement de la circulation des signes de valeurs, et la disparition progressive de l'or comme moyen de circulation, à l'intérieur de chacune des économies nationales, toutes les lois réglant la circulation de la monnaie réelle semblèrent être démenties et complètement bouleversées ainsi de ce que, à l'inverse de l'or qui circulait comme monnaie parce qu'il avait une valeur propre, le papier n'acquies de valeur que parce qu'il put circuler en tant que représentant de l'or, on en arriva à croire que ce papier avait une valeur par lui-même.

MITCHELL.
(A suivre.)

Le Problème de la Jeunesse

La guerre impérialiste exigeant nécessairement l'apport maximum de forces jeunes, d'énergies neuves et ardentes, la jeunesse, durant cette période, était pour ainsi dire sans aînés, car à la faveur d'une situation d'unité nationale absolue et active, elle pouvait se passer du soutien moral des aînés et prendre positivement leur place, se chargeant, par excès, de stimuler la lutte entreprise au profit de la bourgeoisie, même lorsque les prétextes soulevés afin de déclencher le conflit s'effondrèrent devant la réalité sociale. C'est avec un égal mépris et la même violence que les jeunes socialistes de même que l'ensemble des jeunes ouvriers qui firent cause commune avec le capitalisme, considérèrent les embusqués,

les pacifistes et ceux qui, restant fidèles à la cause prolétarienne, cherchèrent refuge dans les pays neutres, loin des champs de batailles, pour continuer, malgré la tourmente, le travail idéologique nécessaire afin de comprendre les causes réelles de la catastrophe et pour aider les prolétaires à se ressaisir et reprendre leur lutte contre la bourgeoisie. A côté de la répression qui poursuit, emprisonne, assassine les militants révolutionnaires, cette jeunesse, par son ardeur chauvine, complétait admirablement la procédure de cette répression.

Aussi longtemps que les groupes révolutionnaires exercèrent leurs efforts sans vue d'ensemble, leur pensée, leurs appels n'ont pas d'échos parmi les jeunes.

Quant à ceux qui, par exception, étaient restés adversaires de la guerre, ils devaient, isolés comme ils l'étaient, des milieux révolutionnaires, céder au découragement, au désespoir et recourir à des solutions pessimistes. Lorsque les multiples tentatives, en vue de rétablir un contact entre ces différents groupes, aboutirent à un premier résultat, une Conférence put se tenir à Zimmerwald en Septembre 1915 dans le but d'y déterminer une action commune contre la guerre. C'est seulement alors que les jeunes socialistes se rencontrent, à leur tour, à une Conférence qui se tient à Berne la même année. Ce n'était pas la première fois qu'ils avaient conscience de la nécessité de cette rencontre, mais ce fut l'intervention préalable des adultes essayant de se donner une plate-forme capable de regrouper pendant la guerre tous ceux qui se revendiquaient encore d'internationalisme, qui favorisa les initiatives des jeunes socialistes. D'ailleurs, leur Conférence ne se borne pas aux discussions, ni à la rédaction de manifestes. Elle s'efforce, au contraire, de mettre en pratique les décisions prises à Zimmerwald. Dans ce but elle décide l'organisation d'une « Journée Internationale de lutte » comme première manifestation publique contre la guerre. Par cette attitude radicale, véritable défi jeté à la face des responsables de la guerre et de leurs suppôts social-démocrates, elle veut se différencier nettement de l'esprit ergoteur et pacifiste auquel les bolcheviks s'opposèrent à Zimmerwald. Bientôt, sous la poussée des circonstances et d'éléments révolutionnaires, une seconde Conférence se tient à Kienthal en Avril 1916. Deux tendances essentielles s'affrontent pendant cette assemblée. D'une part la droite pacifiste qui, tout en flétrissant l'attitude de la direction de la Deuxième Internationale, ne se prononce pas pour l'obligation absolue de rompre avec elle et croit encore possible l'alliance avec les traîtres repentis. D'autre part la gauche révolutionnaire, surtout les Bolcheviks, affirme comme définitive la déchéance de l'Internationale socialiste et se prononce pour la formation d'une nouvelle Internationale. Or, la jeunesse en Occident, malgré le caractère plus bruyant de son opposition, s'inspire des positions défendues par la droite. Il y avait bien en Allemagne une partie de la jeunesse socialiste qui s'affirmait sur des positions plus

avancées mais ce n'était pas sous l'influence des Bolcheviks, mais du noyau spartakiste en formation. La présence des Bolcheviks à Zimmerwald et plus tard à Kienthal ne leur a pas permis comme on le croit habituellement, d'influencer les jeunes socialistes d'Occident. Cela s'explique tout d'abord parce que l'activité pratique des Bolcheviks s'effectuait surtout en Russie, ensuite dans les pays où ils s'étaient réfugiés leur travail idéologique dépassait par ses résultats la compréhension des prolétaires de ces pays, enfin la jeunesse se réveillait à la vie politique suivant le développement d'une situation historique bien différente de celle vécue par la jeunesse en Russie. Là où la progression révolutionnaire s'opérait plus rapidement qu'ailleurs les jeunes parviennent à acquérir une conscience en rapport avec cette situation et nullement grâce à des capacités intellectuelles plus grandes. Ainsi en Russie on peut suivre en l'espace de quelques mois, l'origine et le développement des organisations de jeunesse, chose qui avait été vécue par la jeunesse ouvrière d'Occident en une vingtaine d'années. Le premier mouvement de jeunesse s'affirma directement sous l'influence de la Révolution de mars 1917, parmi la jeunesse intellectuelle, les étudiants, les élèves des écoles supérieures et est surtout idéaliste. C'est encore la période où les Bolcheviks sont peu connus et où prédomine l'influence de la petite bourgeoisie cultivée. Mais peu à peu à côté des efforts du prolétariat russe pour se libérer de la tutelle des politiciens phraseurs et couards, la jeunesse ouvrière crée au sein des organisations socialistes des organisations propres ayant pour but de procurer à ses membres des connaissances du socialisme et des récréations. Petit à petit la propagande bolchevique se propage dans les masses dont les luttes s'amplifient et l'on assiste alors à une lutte pour l'autonomie des organisations de jeunes. Sous la pression des événements et l'influence des Bolcheviks ces organisations se développent à un rythme accéléré et à Moscou se fonde « La Jeunesse de la Troisième Internationale » qui, en août 1917, réunit une Conférence où 125 sections sont représentées par 22,000 membres. Cette Conférence crée « L'Union générale des jeunes communistes de Russie » et fait paraître l'organe « La jeunesse communiste ». C'était là le fruit naturel des con-

ditions dans lesquelles luttait le prolétariat russe et du labeur théorique fourni par la fraction la plus avancée de ce prolétariat et même du prolétariat international : les Bolcheviks. Tandis que jeunesse révolutionnaire en Russie faisait siens les mots d'ordre des Bolcheviks, en Occident elle reprenait ceux préconisés par les éléments politiques de la gauche qui ne pouvaient par le développement même des situations saisir plus que l'expérience leur apportait. Mais une fois que les Bolcheviks furent en possession du pouvoir politique, devenant de ce fait l'élément révolutionnaire prédominant de la situation internationale, le croisement des forces révolutionnaires du monde se réalise et se couronne par la fondation de la Troisième Internationale. La jeunesse socialiste de tous les pays reconnaît alors dans la Révolution Russe l'idéal révolutionnaire pour lequel elle avait lutté si courageusement, au prix de sa vie, pendant la guerre : c'est le phare autour duquel elle se rassemble avec enthousiasme.

Dans tous les pays d'Occident, le sentiment qui domine la réaction des jeunes socialistes devant cette formidable expérience, fut le désir d'entendre comment les anciens justifiaient leur trahison de 1914 et comment ils entendaient considérer la Révolution Russe. Ils ne tardèrent pas à constater que le conflit qui les dressait depuis si longtemps était le conflit qui oppose la révolution à la contre-révolution. Dès lors, ils comprennent qu'il leur faut marcher seuls et alors, les yeux tournés vers la Russie de Lénine, ils font le grand saut dans l'inconnu, confiants en la force des idées qu'ils défendent. Toutefois, il faut l'avouer, cet attachement passionné pour les bolchéviks procède plus de son tempérament impulsif que de la connaissance des théories profondément marxistes de ces derniers qui, avant Octobre, étaient ignorés des masses ouvrières d'Occident et même des militants de rang de la Deuxième Internationale. Il est donc évident que, sans la Révolution d'Octobre 1917, le mouvement de révolte manifesté par la jeunesse ouvrière pendant la guerre n'aurait pas eu une telle portée.

Après la Russie, en Allemagne, de violents conflits surgissent et font apparaître hors des rangs de l'Internationale déchue la phalange des jeunes révolutionnaires, guidés par Liebknecht, qui fut

sans doute la figure la plus glorieuse, avec Rosa Luxembourg, des gauches allemandes qui, avec leur poignée de jeunes, luttèrent bravement, risquant le bagne et la mort, contre la guerre impérialiste et pour l'insurrection prolétarienne. Dans les autres pays, malgré les faibles réactions du prolétariat, les jeunes socialistes ne restèrent certainement pas inactifs. Mais cette activité se déploya surtout dans le domaine éducatif : il s'agissait de faire comprendre à des prolétaires non travaillés par des tempêtes révolutionnaires la signification des événements historiques de 1917 poussant, par leur rayonnement, les sections de jeunes socialistes derrière l'Internationale Communiste pour fonder l'I. C. J.

Aujourd'hui que l'I. C. J. a suivi l'I. C. pour aboutir, avec elle, dans les filets de la bourgeoisie internationale, c'est un fait remarquable, à notre avis, que pendant les événements qui ont échelonné les étapes de cet écroulement, nous n'ayons assisté à aucune opposition durable mettant en question le problème de la jeunesse comme ce fut le cas dans la Deuxième Internationale. A aucun moment, les gauches marxistes n'ont eu l'appui des jeunes communistes dans la lutte contre le centrisme. Il n'est pas moins remarquable de constater que le seul mouvement de jeunesse communiste existant réellement se trouve en U.R.S.S., alors que partout ailleurs ce mouvement existe seulement sur les rapports envoyés à Moscou par des secrétaires dont toutes les initiatives accélèrent toujours davantage le discrédit du communisme. Pour dégager les causes d'une pareille situation, il faut d'abord relever les traits essentiels des conditions sociales dans lesquelles évolue la jeunesse ouvrière après la guerre et ensuite analyser les solutions apportées par l'I. C. au mouvement de jeunesse dans cette période. On ne peut aborder cette étude autrement que par l'examen préalable de la jeunesse en Russie, qui était et est encore l'axe du mouvement de la jeunesse communiste dans le monde.

Après la fondation de l'I.C. et de l'I. C. J., les jeunes communistes russes, qui avaient joué, pendant le communisme de guerre, un rôle très actif, voient, après la « Nep », quand cette lutte se posa avec moins d'acuité, apparaître une sorte de trêve, de répit au cours duquel leur énergie est captée dans un sens éducatif, pro-

ductif et militaire. Dans ce but, on crée des Universités ouvrières, des écoles professionnelles et on adopte en même temps un enseignement militaire afin de faire de chaque jeune communiste un soldat discipliné de l'armée rouge. Mais la trêve devait fournir, selon la pensée des chefs bolchéviks, la possibilité de rendre les jeunes communistes à même de comprendre les différents problèmes que la Révolution Russe et la situation générale du monde capitaliste posaient devant l'I. C. dont ils faisaient partie. Tout d'abord, une constatation s'impose : le principe d'organisations spécifiques de la jeunesse au sein des parti était approuvé par toute l'Internationale. Ainsi, le calibre des partis était déjà faussé, comme à l'époque de la Deuxième Internationale. Car, en adoptant ce principe, il fallait nécessairement admettre le caractère de masse exigé par ces organisations pour être viables. Dès lors, si on considérait que chaque jeune communiste pouvait être un soldat du parti au même titre qu'un adulte, on devait ouvrir les assises du parti à un nombre illimité d'éléments qui ne pouvaient posséder les qualités, mêmes élémentaires, acquises par les membres conscients du parti. D'ailleurs, l'éducation que l'on se propose de donner durant la trêve aux jeunes communistes qui avaient rejoint le parti pendant la Révolution, prouve qu'inévitablement ce principe devait aboutir à dénaturer la fonction du parti. L'étude des problèmes révolutionnaires ne procède nullement de la pédagogie, même si on la qualifie de communiste. La pédagogie est, en réalité, une méthode d'enseignement pour apprendre à comprendre. Or, s'il fallait astreindre les jeunes communistes à un enseignement semblable, il est certain qu'ils n'étaient communistes que de nom et, qu'ayant tout à apprendre, ils n'étaient donc pas en état de participer, sinon à de rares exceptions, au travail d'un parti dont le fonctionnement dépend de l'expérience accumulée par ses composants, expérience détenue évidemment par une faible minorité, comme l'étaient, d'ailleurs, les bolchéviks avant le triomphe de la Révolution. Bien sûr, la Révolution a permis à bien des ouvriers, et même des jeunes ouvriers, de saisir la signification du parti, mais la plupart de ceux qui ont rallié ses rangs avaient agi sous l'ambiance de la situation révolutionnaire et, par cette adhésion, ils

n'avaient nullement comblé le fossé qui les séparait théoriquement des cadres constitutifs et expérimentés du parti. Sans aucun doute, il fut très difficile d'opérer une sélection parmi ces ouvriers, quoique cela eut lieu dans bien des cas, mais il existait incontestablement la possibilité d'orienter les jeunes vers des organisations qui, tout en leur apportant, par l'intermédiaire des délégués du parti, les éléments d'enseignement marxiste, leur apportaient également de quoi alimenter leur besoin de mouvement et le milieu de masse qui les exaltent, les stimulent et les réconfortent. La constitution d'organisations de jeunesse dont le contenu dépendait exclusivement du travail de gestation réalisé par le parti en était le décalque, devait provoquer les mêmes effets vécus dans la Deuxième Internationale, avec cette différence que le matériel dont disposa l'opportunisme de la Troisième Internationale était infiniment plus fructueux pour séparer les jeunes des courants de gauches qui surgirent en son sein. Le centrisme put exploiter à son maximum, en Russie, le caractère propre des organisations de jeunes et, notamment, le fait que leur intérêt était surtout absorbé par le travail productif, brigades de choc, l'éducation militaire et les parades qui en résultent, plutôt que vers les discussions politiques pour lesquelles ils avaient dédaigné et aversion.

Trotsky, pas plus que Lénine d'ailleurs, n'aurait rien pu changer à un cours de choses qui était le produit d'un moule organique dont ils avaient eux-mêmes préconisé l'exécution. Les jeunes jouent un rôle conscient au point de vue révolutionnaire uniquement dans la mesure où leur manque d'expérience est compensé par les situations créant les conditions d'un éclaircissement immédiat, tangible et vivant. Quand ces situations sont dépassées et que s'ouvre une période de recul, les jeunes sont inaccessibles à la lutte qui se continue, mais sous une forme plus réfléchie et moins visible extérieurement. Mais, dans ces périodes, la jeunesse réclame toujours un champ d'activité. C'est du caractère de celui-ci que dépend son incorporation au travail intellectuel du parti. Or, l'opportunisme, en altérant la fonction du parti, peut, grâce aux situations qui le fécondent, diriger cette activité dans un sens qui masque la réalité de la situation. En U.R.S.S., l'opportu-

nisme eut, nous le répétons, de telles possibilités de déguiser son action contre-révolutionnaire que, d'une façon générale, les jeunes ne purent, un seul moment, se rendre compte du chemin qu'ils parcouraient sous la direction des centristes. Ainsi, l'appui que les gauches marxistes d'avant-guerre trouvèrent chez les jeunes socialistes, appui qui, en définitive, ne coïncidait pas avec une compréhension de la corruption des partis socialistes, est un facteur qui ne se manifesta pas contre le centrisme, grâce aux possibilités matérielles et morales dont il disposa avec le concours de l'Etat prolétarien et la tradition du bolchévisme. Loin d'emprisonner les gauches, comme ce fut le cas, avant-guerre, dans les partis socialistes, le centrisme consacra son triomphe par leur exclusion de l'I.C. En somme, la rupture entre la gauche et la jeune génération, résultant d'un cours contre-révolutionnaire, a été favorisée, d'une part, à la faveur des organisations de jeunesse vivant nécessairement sur le travail pratique qu'on parvenait à leur offrir et, d'autre part, devait être une rançon historique de la politique, des gauches, dont l'activité fut facilement présentée comme un élément destiné à mettre en danger les conquêtes d'Octobre et, par ricochet, l'I.C. elle-même.

Pour ce qui est des autres sections de l'I. C. J., on constate qu'elles se sont écroulées avec l'expulsion des gauches des rangs de l'I. C. Là où les P.C. n'ont pu influencer le prolétariat et, notamment, dans les pays où les organisations syndicales restèrent sous l'emprise de la social-démocratie, cette dissolution fut plus rapide qu'ailleurs.

Aussi longtemps que l'I.C. assumait, en Occident, la tâche d'élargir la lutte soutenue par les ouvriers russes contre toutes les réactions coalisées, la jeunesse ouvrière se plaça avec enthousiasme sous le drapeau de l'I.C.J. C'était la période héroïque du communisme de guerre et de la vague révolutionnaire du prolétariat mondial. Et la jeune génération, qui s'organisa spontanément dans l'I.C.J., avait la conviction qu'une fois créés les organes pouvant conduire le prolétariat vers la Révolution mondiale, il ne lui restait plus qu'à appliquer les décisions des instances de l'I.C. C'est d'ailleurs sur cette base que les organisations de jeunes communistes sont constituées au sein des

partis. Mais la création des P.C. s'était réalisée, dans la plupart des pays, sous la direction des groupes de jeunes socialistes qui s'étaient, naguère, séparés des partis socialistes. Exhaltés par la Révolution russe, ils avaient accepté, presque sans discussion, les principes et les formes organiques données par les bolchéviks à la dictature du prolétariat et à l'I. C. Ceci est d'autant plus facile à comprendre que l'I. C., fondée après la Révolution russe, était avant tout l'Internationale de l'action destinée à concrétiser les problèmes de la prise du pouvoir dans tous les pays. Après 1921, période de la N. E. P., venant préciser les difficultés rencontrées par le prolétariat russe en fonction directe avec l'état du mouvement ouvrier international, se pose au premier plan des préoccupations révolutionnaires des problèmes dont l'examen avait été débordé par le Communisme de guerre et la vague de luttes du prolétariat mondial, l'axe de cette préoccupation était la gestion de l'Etat Soviétique et la jonction entre le prolétariat russe et le mouvement révolutionnaire d'Occident. A ce dernier sujet, comme l'I. C. s'inspire surtout de la pensée des chefs bolchéviks, alors que l'apport spécifique des autres prolétariats est repoussé, la tactique communiste élaborée par les IIIe et IVe Congrès est forcément déficiente. Elle tend à répéter ce qui fut fait en Russie avant la révolution. Alors que les bolchéviks avaient pu tenter d'exploiter les divergences entre la démocratie bourgeoise et l'absolutisme tsariste, en appliquant la même tactique dans les pays capitalistes bien plus évolués, on ne pouvait que provoquer des désastres. Cependant, si les éléments d'appréciation faisaient souvent défaut dans l'I.C., au moins la discussion était-elle encore libre et il n'apparaissait à personne que l'avenir fut compromis. Par leurs mots d'ordre : Aller aux masses ; Front unique avec les partis socialistes et le gouvernement ouvrier, les Congrès internationaux marquaient, jusqu'à la défaite allemande de 1923, leur volonté « d'élargir » l'influence des P. C. sur lesquels devait s'appuyer le prolétariat russe et revêtaient toujours un aspect propice à déterminer une forte sympathie parmi la jeunesse ouvrière. Et alors que, lentement, la bourgeoisie internationale se redressait, faisant renaître en même temps l'influence de la social-démocratie, ouvrant l'ère des vérita-

bles difficultés pour le prolétariat international, difficultés moins apparentes, quoique plus redoutable que l'intervention armée de la bourgeoisie, l'enthousiasme de la jeunesse ouvrière organisée dans les rangs de l'I.C. n'a nullement été refroidi. D'ailleurs, les courants « extrêmes gauches » qui surgirent à cette époque, n'ont pas été suivis un seul moment par eux, tant étaient encore puissants les effets provoqués par la Révolution russe. Il faut dire, cependant, que ces courants, en niant la nécessité de militer dans les syndicats réformistes, se détachaient du prolétariat et, partant, de la jeunesse elle-même. Mais, bientôt, les luttes intestines du P.C.R. s'aggravent à la suite de la défaite des ouvriers allemands en 1923. Le reflux du mouvement révolutionnaire, la stabilisation relative du capitalisme, la mort prématurée de Lénine, joints aux difficultés du prolétariat russe, donnèrent au centrisme l'occasion de se renforcer et, dès lors, son épanouissement se trahit dans tous les débats de l'I. C.

On effectue une chasse sans merci à l'opinion dissidente pour obtenir un monolithisme de pensée, s'exprimant pratiquement par la soumission aux chefs et le culte de la Russie. Il va de soi qu'un tel régime, étouffant l'éclosion des ferments révolutionnaires, enlevait à la jeunesse communiste de quoi satisfaire à son besoin d'initiative et l'isolait, par la politique de scission syndicale, des organisations de masses sans laquelle il ne lui était pas possible d'employer cette initiative. Dès lors, une désaffection croissante s'effectue dans ses rangs et se traduit par des adhésions au mouvement de jeunes socialistes qui s'est naturellement renoué avec la consolidation du capitalisme. La jeunesse qu'elle organise y trouve d'abord un mouvement qui croît sans cesse et lors d'événements signalant les trahisons de leurs leaders, ils se placent sous la coupe des « gauchistes » dont la fonction est de rétablir, après des périodes de troubles, l'équilibre entre l'impulsion de cette jeunesse et leur cohabitation avec les traîtres au sein d'une même organisation. Cette fonction est d'autant plus facile à remplir que les P. C. et les J.C. ne représentent plus autre chose que des sous-sections du P. C. R., composées de commis-voyageurs ou d'apprentis commis-voyageurs chargés de vanter « l'édification du socialisme en U.R.S.S. » sous la direction « du grand chef Staline » et

sont absolument détachés de la lutte de classes de leur propre pays. Et même dans les pays où il existait de puissantes organisations de jeunes communistes, en Allemagne par exemple, leur contenu politique était tellement avarié par le centrisme que la démagogie du fascisme a pu très facilement les métamorphoser en milices du nouveau régime. Quelques sots centristes peuvent aujourd'hui prétendre qu'ils n'ont fait que suivre le mot d'ordre des P. C. : ils ne font qu'aggraver leur cas. Au reste, les jeunes communistes adhérant d'enthousiasme au régime fasciste et applaudissant au massacre des révolutionnaires, appliquent exactement le phénomène analogue qui se passe en U. R. S. S. sous la direction des centristes.

Nous avons établi, dans de précédents articles, que le problème de la jeunesse se pose dans le mouvement révolutionnaire en fonction de la lutte prolétarienne. A cause de ses particularités, son goût du mouvement, son intérêt pour les organisations de masse, son manque d'expérience qui la fait agir souvent par irréflexion, tout cela crée, dans la généralité de la jeunesse, un état d'esprit d'une nature inconstante et, par là même, ne favorise pas son incorporation au sein des organes qui assurent la continuité de la pensée et de l'action révolutionnaires du prolétariat.

Aujourd'hui que l'I. C. n'existe plus pour la lutte prolétarienne et que le centrisme entraîne le prolétariat à la guerre, alors qu'il ne pourra pas prendre une attitude communiste, étant donné la participation de l'U.R.S.S. à l'un ou l'autre des blocs impérialistes qui s'affronteront, la jeunesse ouvrière se détourne de plus en plus du communisme. C'est par cette constatation qu'il faut partir pour donner une solution réelle et historique au problème de la jeunesse. Au cours des études faites à ce sujet, deux positions se sont dégagées. Tout d'abord, celle qui relève de la tradition et qui voit dans la lutte pour l'autonomie un facteur de résistance à l'opportunisme ; ensuite, celle qui est la nôtre et qui, se plaçant sous l'angle des possibilités réelles de la jeunesse, la juge incapable d'intervenir d'une façon révolutionnaire, à défaut d'une maturité de la lutte prolétarienne elle-même. A grands traits, nous avons esquissé les aspects de la lutte menée par les jeunes socialistes pour leur autonomie. Nous

avons vu qu'elle procédait d'une fausse interprétation du rôle de la jeunesse dans le mouvement révolutionnaire et qu'en se groupant en organisation distincte au sein des partis, elle avait contribué à dénaturer les bases de celui-ci. Il n'était pas possible, en effet, de préciser le calibre parti aussi longtemps qu'on admettait, en son sein même, une organisation dont la viabilité dépend de son caractère de masse. Or, la lutte pour l'autonomie a contribué au maintien de ce principe organique au sein de la nouvelle Internationale et l'opportunisme a pu, favorisé cette fois par l'appui de l'Etat prolétarien dégénéré, utiliser et plier à ses desseins la jeunesse ouvrière organisée au sein des P. C. Au surplus, la lutte pour l'autonomie aurait encore pu se concevoir avant la mort de l'I.C., mais, depuis lors, il faut appeler tous ses membres jeunes et adultes à rejoindre les fractions de gauche. Par conséquent, cette position ne trouve même pas, dans ces conditions, un seul élément de justification. Dès lors, l'autre position apparaît comme devant correspondre à la nouvelle situation et, à notre avis, dans toutes les situations. Par sa composition sociale, la jeunesse ouvrière, dont la sensibilité révèle avec excès les tendances du mouvement ouvrier, représente le « baromètre politique » du prolétariat. Mais, par son manque d'expérience de la lutte de classes, elle est sujette à réagir dans un sens opposé aux intérêts du prolétariat. Ses réactions dépendront exclusivement du sort de l'ensemble du mouvement ouvrier. Comme c'est par la pratique de la lutte qu'elle parvient surtout à s'assimiler la conscience prolétarienne, elle s'orientera de préférence vers les organismes de masse, lesquels seront rattachés à la lutte de classes par leur action pratique. C'est là qu'elle trouvera le terrain le plus favorable à sa formation et à son besoin du nombre, sans devoir fausser les bases de l'organisation. Ainsi donc, la majorité des jeunes se présente dans la lutte prolétarienne avec la même ignorance de l'action politique qu'un ouvrier inorga-

nisé, mais avec plus d'impétuosité. Comme celui-ci, il lui faudra, pour atteindre le degré de conscience détenu par le parti, traverser, au sein des organisations de masses qui sont, avant tout, des organisations de combat, l'épreuve du feu, plusieurs fois répétées, de la lutte prolétarienne. Le parti n'embrigade et ne pourrait le faire sous peine d'étouffer sa véritable fonction, la masse des soldats de la lutte ouvrière, mais les meilleurs d'entre eux. De même qu'un état-major, il centralise, condense le pouvoir de la classe ouvrière, dirige, unifie ce pouvoir dans une action d'ensemble. Il est évident que le caractère des organismes de jeunesse est incompatible avec la nature d'un tel parti.

La renaissance des mouvements de jeunes, orientés alors vers les organisations de masse du prolétariat, dépend, à l'heure actuelle, du réveil du prolétariat lui-même et met les révolutionnaires devant la nécessité de reconstruire l'ossature de cette classe : son parti. Dès lors, la jeunesse qui se meut dans le camp révolutionnaire a une valeur historique, précisément dans la mesure où elle répond aux exigences de cette phase de la lutte révolutionnaire. Au sein des groupements de gauche, les jeunes doivent revendiquer le droit de lutter au même titre que quiconque à concrétiser le meilleur des enseignements de sa classe pour assurer la continuité de la lutte prolétarienne et de survivre aux événements actuels. La question des jeunes sera soulevée pour autant que cela concourt à renforcer le travail d'ensemble assumé par les groupes qui, au besoin, créeront des commissions spécialement destinées à propager les conceptions communistes parmi la jeunesse ouvrière.

La jeunesse, c'est l'avenir ! Il appartient aux révolutionnaires qui forgent les principes capables de guider le prolétariat dans de prochaines batailles, de faire en sorte que cet avenir soit le résultat de la Révolution mondiale.

HILDEN.

EN VENTE A LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL

17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10e)

Manifestes, Thèses et Résolutions des quatre premiers Congrès
mondiaux de l'I. C. Prix fr. 20,00



En vente au service de librairie
de la Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique :

CAHIERS D'ETUDES :

Les Classes dans la Russie des Soviets, par A. Hennaut 2.00

S'adresser : A. Hennaut, 468, chaussée de Waterloo, Bruxelles

AVIS AUX GROUPES ET LECTEURS

Dans le prochain numéro de « Bilan » nous publierons les listes de
souscriptions rentrées jusqu'à ce jour à l'administration.

Nous faisons un appel aux groupes, aux lecteurs afin qu'ils fassent
un dernier effort pour faire circuler nos listes qui devront être ren-
voyées avant le 25 de ce mois.

L'ADMINISTRATION.

PARAITRA PROCHAINEMENT :

Une étude critique sur une brochure récente des
communistes internationalistes de Hollande, par
Hennaut.

“ Bilan ” est en vente :

PARIS (FRANCE)

Librairie Farfalla, 269, Faubourg Saint-Antoine.

Librairie du Travail, 17, rue Sambre-et-Meuse.

Librairie Corti, 6, rue de Clichy, (9e).

Kiosque : 7, Boulevard Saint-Michel.

Kiosque : 47, Boulevard Saint-Michel.

Kiosque : Place de la République (coin rue de la Douane)

BRUXELLES (BELGIQUE)

Kiosque : Place de la Chapelle.